

Retour sur le dernier congrès de l'APHCQ

Page 6

DOSSIER
Algérie :
mouvement social et
origines d'une crise

Page 10

L'APHCQ

L'Association des professeurs et des professeurs d'histoire des collèges du Québec (APHCQ) est une association sans but lucratif incorporée en vertu de la loi sur les compagnies. L'APHCQ regroupe depuis 1994 les professeurs et les professeurs d'histoire des collèges et des cégeps du Québec, qu'ils soient publics ou privés. On peut devenir membre associé de l'APHCQ même si on n'enseigne pas dans un collège.

POUR DEVENIR MEMBRE, il suffit d'envoyer ses coordonnées (Nom, adresse, institution s'il y a lieu, téléphone, télécopieur, courriel) et un cheque de 25\$ à l'ordre de l'APHCQ, à M. Gérald Turcotte, collège Édouard-Montpetit, 945, Chemin Chambly, Longueuil (Québec) J4H 3M6.

POUR REJOINDRE L'ASSOCIATION, prière d'adresser toute correspondance à Monsieur Lorne Huston, collège Édouard-Montpetit, 945, Chemin Chambly, Longueuil (Québec) J4H 3M6. Téléphone: (450) 679-2630, poste 620. Courriel: lhuston@sympatico.ca.

POUR FAIRE PARAÎTRE UN ARTICLE, envoyer la documentation à M. Bernard Dionne, Collège Lionel-Groulx, 100, rue Duquet, Sainte-Thérèse (Québec) J7E 3E6. Téléphone: (450) 430-3120, poste 454. Téléc.: (450) 971-7883. Courriel: bdionne@videotron.ca.

EXÉCUTIF 1998-1999

Président: Lorne Huston
(Édouard-Montpetit)

Vice-présidente et responsable des affaires pédagogiques:

Danielle Nepveu
(André-Laurendeau)

Secrétaire-trésorier:
Gérald Turcotte
(Édouard-Montpetit)

Responsable du Bulletin:
Bernard Dionne
(Lionel-Groulx)

Responsable du congrès:
Lucie De Bellefeuille
(Sainte-Foy)

Le cégep de Sainte-Foy sera l'hôte du congrès de juin 1999 de l'APHCQ

Bonjour chers collègues,

Le prochain congrès de l'APHCQ aura lieu au cégep de Sainte-Foy, à Québec, les 9 et 10 juin 1999. Sous le thème *L'histoire a-t-elle un avenir?* les congressistes discuteront notamment des changements intervenus dans le programme de Sciences humaines au collégial ainsi que de l'impact de la réforme du curriculum d'histoire au secondaire sur notre enseignement. Comme à l'habitude, le congrès offrira une grande variété d'ateliers sur les contenus de nos cours, un salon des exposants, un banquet, etc.

Si vous désirez proposer une communication, faites-le savoir avant la fin de cette session à **Lucie De Bellefeuille**, cégep de Sainte-Foy, 2410, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy (Qc), G1V 1T3. Tél.: (418) 659-6600, poste 3988 ou (418) 657-6845. Télécopieur: (418) 659-4563.

- Lucie De Bellefeuille
Pour l'équipe de Sainte-Foy

Sommaire

Des nouvelles de partout	p. 3
Mot du président	p. 4
Hommage à Jean Hamelin	p. 5
Le congrès de juin 1998	p. 6-8
Algérie	p. 10-13
Sur l'identité	p. 14
Page cliotronique	p. 15
Comptes-rendus	p. 16
À l'agenda	p. 20

Le Bulletin de l'APHCQ

Comité de rédaction

Bernard Dionne,
coordonnateur

Richard Lagrange
Patrice Régimbald
François Robichaud

Page cliotronique
Françine Gélinas

Coordination technique

Patrice Régimbald
François Robichaud

Infographie
Normand Caron

Impression
Regroupement
loisir Québec

Publicité
Bernard Dionne
Tél.: (450) 430-3120,
poste 454

Veuillez envoyer vos textes sur disquettes 3.5 po. (format MAC ou IBM) ainsi qu'une version imprimée, à double interligne, en caractères Times 12 pts., à raison de 25 lignes par page, avec le moins de travail de mise en page possible.

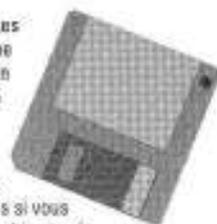
Les auteurs sont responsables de leurs textes. Nous retournerons les disquettes si vous nous envoyez une enveloppe pré-affranchie et pré-adressée. Si vous avez des illustrations à proposer, faites-nous les parvenir ou faites-nous des suggestions appropriées. Merci de votre collaboration.

ISSN 1203-6110

Dépôt légal Bibliothèque nationale du Québec et Bibliothèque nationale du Canada.

Prochaine publication

	Date de tombée	Date de publication
No 2	9 novembre	30 novembre
No 3	8 mars	29 mars





Des nouvelles de partout

MONTRÉAL

Nos collègues **Mylène Desautels** et **François Larose** ont récemment quitté le Conservatoire Lassalle pour rejoindre les rangs de *L'Autre Montréal*, un organisme sans but lucratif qui a pour mission de faire connaître d'autres dimensions de Montréal, notamment en matière historique.

L'Autre Montréal offre plus d'une vingtaine de thèmes possibles d'expéditions de groupe à Montréal, comme par exemple le Montréal des communautés ethniques, celui des disparités sociales, l'évolution de la démocratie, etc. Pour le cours d'*Histoire de la civilisation occidentale*, une nouvelle activité est offerte, *Montréal, miroir de la civilisation occidentale*. Nous reviendrons dans nos prochains numéros sur les acquis de ces visites pour les élèves de ce cours et pour ceux du cours d'*Histoire du Québec*.

Pour contacter *L'Autre Montréal*, (514) 521-7802.



Mylène Desautels et François Larose

Nos collègues Serge Laurin et Robert Lagassé viennent également de prendre leur retraite.

Serge Laurin est un des pionniers du cégep de St-Jérôme. Il laisse derrière lui une longue carrière d'enseignant passionné. Auteur de la magistrale *Histoire des Laurentides*, parue dans le cadre des chantiers d'histoire régionale de l'Institut Québécois de la Recherche sur la Culture, il poursuit toujours des travaux de recherche en histoire régionale. C'est une histoire à suivre....

Robert Lagassé, parallèlement à sa vie professionnelle d'enseignant au cégep Édouard-Montpetit, a aussi mené une carrière d'auteur et d'éditeur bien remplie. À son crédit, il a une quinzaine d'ouvrages historiques et pédagogiques et il a fondé les *Éditions Mémoires*. Également, il fait partie de l'équipe de chercheurs du chantier *Les histoires de la Montérégie* de l'Institut national de la recherche scientifique. Toujours dynamique, il a entrepris cet automne la rédaction d'un livre sur l'histoire du collège Édouard-Montpetit.

QUÉBEC

Notre collègue, **Claude Poulin**, vient de prendre sa retraite et je crois qu'elle est bien méritée. Claude a beaucoup aidé l'histoire en s'impliquant d'abord dans la Société des professeurs d'histoire du Québec, puis dans l'ancienne coordination provinciale d'histoire. De plus, il a joué un rôle déterminant à titre de membre du Conseil des collèges. C'est à cet endroit qu'il a notamment défendu l'imposition du cours d'*Histoire de la civilisation occidentale* à l'intérieur du tronc commun. Grâce à lui, la cause de l'histoire était entre bonnes mains. Sachant qu'il continuera à s'intéresser à l'histoire, souhaitons-lui beaucoup de bonheur dans cette nouvelle phase de la vie.

François Vallée, Cégep de Sainte-Foy

Concours Forum des générations sur l'avenir du féminisme québécois

Le groupe de recherche **Mémoires d'elles** organise un concours qui va de pair avec une table ronde sur la question du féminisme aujourd'hui, qui se tiendra au Musée de la civilisation de Québec le 31 octobre 1998 de 11:30 à 16:00. Les professeurs des collèges intéressés peuvent faire participer leurs élèves à ce concours doté de deux prix de 250\$ et 200\$: ceux-ci doivent écrire un texte de 750 mots sur le thème suivant: **À l'aube du troisième millénaire, a-t-on encore besoin des revendications des femmes?**

Le texte doit être remis le 14 octobre à Michèle Asselin (F.-X.-Garneau), Martine Dumais ou Hélène Laforce (Limoulu) et Louise Roy (Sainte-Foy). Pour informations: Hélène Laforce: tél: (418) 843-3705 courriel: hlaforce@microtec.net

DES NOUVELLES DE L'INSTITUT D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE

Le 51^e congrès de l'IHAF aura lieu les 15, 16 et 17 octobre 1998 à Québec, sous le thème Médecine, santé et sociétés (voir **À l'agenda**).

L'IHAF a récemment inauguré son site internet: <http://www.cam.org/~ihaf>

L'IHAF s'est récemment intéressée de près au litige opposant l'écrivain Pierre Turgeon à Pierre et Claude Michaud (Rona). Le litige porte sur le **droit d'auteur et sur l'article 35 du Code civil** du Québec selon lequel «toute personne a droit au respect de sa réputation et de sa vie privée. Nulle atteinte ne peut être portée à la vie privée d'une personne sans que celle-ci ou ses héritiers y consentent ou sans que la loi l'autorise».

Voilà un cas où des motifs valables, auxquels les historiens ne peuvent faire autrement que de souscrire, entraînent des conséquences néfastes pour la profession. En effet, un historien ne peut, en vertu de divers articles de cette loi, constituer un «dossier» sur une personne sans son consentement ou celui de ses héritiers (art. 37). Il ne peut lui refuser l'accès à ce «dossier» (art. 39). L'intéressé ou ses héritiers peuvent faire modifier le dossier (art. 38) et peuvent corriger des renseignements «inexactes, incomplets ou équivoques», etc.

Outre le vocabulaire quasi-judiciaire de ce texte («dossier») étranger à la pratique historique, l'Institut déplore le fait que ces articles «signifient concrètement qu'un historien ne peut entreprendre de recherches sur «x» à partir d'un fonds d'archives aujourd'hui accessible au centre de recherches Lionel-Groulx, par exemple, sans chercher d'abord les descendants de Marie de l'Incar-nation, de Wolfe, de Thérèse

suite à la page 21

Le défi de la durée...

C'est avec beaucoup de plaisir, et un peu d'appréhension, que j'ai accepté la responsabilité de la présidence de l'Association au congrès annuel tenu au collège Édouard-Montpetit en juin dernier. Les motifs de mon plaisir sont évidents: je suis fier de pouvoir m'inscrire dans la continuité d'un projet tout à fait exceptionnel dans le réseau collégial au Québec. Je ne vois aucun regroupement autonome de professeurs du collégial qui peut se targuer d'être aussi dynamique que le nôtre. Le chemin qu'a parcouru notre Association depuis quatre ans maintenant est impressionnant: un congrès annuel de grande qualité, un bulletin riche, par son contenu et par la diversité des contributions qu'il mobilise, une présence de plus en plus reconnue sur la place publique comme porte-parole des professeurs d'histoire du collégial.

On comprendra bien, dans ce contexte, les raisons de mon appréhension aussi. Mes prédécesseurs à la présidence, Danielle Nepveu et Bernard Dionne, ont fait œuvre, avec leurs collègues à l'exécutif, de pionniers. Maintenant que les principaux champs sont défrichés, que les grandes orientations sont tracées, c'est le défi de la durée qui se présente à nous. L'enthousiasme qui accompagne la lutte pour venir au monde et prendre sa place peut déboucher sur une crise existentielle: «une place pour quoi faire»? Voilà la question la plus importante pour nous à l'heure actuelle. Heureusement, je me sens solidement épaulé dans cette phase de transition par plusieurs membres de l'exécutif sortant, Géraud Turcotte, Bernard Dionne et Danielle Nepveu, qui continuent d'assumer des responsabilités au sein de l'exécutif de l'Association. Pour ce soutien dans la phase de transition et surtout pour l'excellent travail qu'ils ont fait au cours de la dernière année, je tiens à les re-

mercier vivement. Le congrès annuel, tenu au collège Édouard-Montpetit au mois de juin dernier, a été un succès à tous les points de vue, grâce notamment au travail de Louise Lapicerella, qui fut le membre de l'exécutif responsable pour le congrès. Nos remerciements à Louise mais aussi à l'équipe de professeurs d'histoire qui l'ont soutenue, à la direction du collège qui a fait preuve d'une volonté de collaboration sans faille et, enfin, au Fonds de développement du collège Édouard-Montpetit qui a assumé les frais des conférenciers.

Au moment où je débute donc mon premier mandat, je crois utile de dire brièvement comment je vois le rôle de notre association et comment j'espère que nous pourrons le mettre en pratique au cours de l'année qui s'en vient.

Les deux volets de l'action de l'APHCQ: un lieu d'échange pour ses membres et un moyen de promotion de l'enseignement de l'histoire au collégial
Fondamentalement, me semble-t-il, la mission de l'APHCQ est double: il existe un volet interne qui consiste à favoriser les échanges entre membres, tant sur les questions de fond en histoire que sur les questions pédagogiques. En même temps, il existe un volet externe, tout aussi important, qui cherche à faire la promotion, partout où cela peut être utile, de l'enseignement de l'histoire au collégial.

Un lieu d'échange

Le *Bulletin*, sous la direction de Bernard Dionne, est le moyen principal par lequel nous pouvons favoriser des débats et des échanges d'information entre nous. Avec ce premier numéro de notre cinquième année, vous êtes à même de constater combien il réussit à cet égard, mais l'Association doit vivre pendant l'année en dehors de son bulletin. L'organisation

du congrès peut être justement l'occasion d'un brassage d'idées très fécond pour un ensemble de professeurs. En 1999, notre congrès aura lieu au cégep de Sainte-Foy et l'exécutif entend profiter de l'accueil chaleureux que lui offre l'équipe de l'organisation du congrès pour «démontrealiser» une partie de ses activités cette année. Déjà, une première réunion de l'exécutif avec des professeurs de Ste-Foy a eu lieu le 18 septembre dernier et une autre, plus large, à laquelle tous les professeurs de la région seront invités, sera organisée avant l'hiver.

À côté du *Bulletin* et de l'animation autour du congrès annuel, on peut espérer que l'année 1998-99 verra des progrès importants dans les échanges par Internet. Francine Gélinas (fge1@videotron.ca) s'occupe depuis un an de la page histoire au site de l'APOP. Celui-ci promet d'être un lieu d'échange et d'animation beaucoup plus important qu'il ne l'est déjà, mais, là comme ailleurs, «l'autoroute» est semée d'embûches. Luc Lefebvre et Gilles Laporte (laporte.gilles@uqam.ca) continuent de préparer le site de l'APHCQ. Je participe à un comité Internet de notre Association qui entend coordonner les efforts des intéressés. Un jour, nous pourrons mieux exploiter le potentiel de ces efforts. Nous en reparlerons sans aucun doute.

Promouvoir l'enseignement de l'histoire au collégial: la perspective de la longue durée

Le volet externe de nos activités, sous la responsabilité principale de Danielle Nepveu, s'inscrit de plus en plus dans une perspective de travail à long terme. Il y a des années où l'action de l'Association peut revêtir un aspect plus éclatant que d'autres. La participation aux États généraux sur l'éducation, aux travaux du *Groupe sur l'enseignement de l'histoire* (qui a abouti au Rapport Lacoursière), et, avec nos alliés, à la *Coalition pour la promotion de l'histoire*, a contribué de façon marquée à faire connaître l'Association. L'année qui s'en vient s'annonce nettement moins spectaculaire. Les travaux de la DGEC restent en-

tourés d'un épaïs mystère. Taupes recherchées.

Ce que nous pouvons faire de mieux, c'est d'être présents le plus possible là où nous pouvons nous faire entendre. Ainsi, l'exécutif de l'APHCQ sera représenté à la rencontre du 16 octobre du comité conseil en sciences humaines; il prépare notre participation à un colloque sur l'enseignement de l'histoire qui se tiendra à McGill en janvier 1999; il participe, enfin, à divers projets communs avec la Fédération des sociétés d'histoire du Québec: nous y reviendrons dans les prochains numéros du Bulletin. Par ailleurs, nous continuerons à entretenir nos liens avec des associations sœurs comme l'*Institut d'histoire de l'Amérique française* (IHAF) et la *Société des professeurs d'histoire du Québec* (SPHQ) qui tiennent leurs colloques annuels cet automne. Nous vous fournirons des comptes rendus dans les prochains numéros.

Le concours François-Xavier-Garneau est suspendu

En effet, suite à des difficultés hors de notre contrôle, l'exécutif de l'APHCQ, de concert avec le conseil d'administration de la FSHQ, a décidé de suspendre temporairement la tenue du concours François-Xavier-Garneau. Nous sommes à confectionner un protocole régissant les responsabilités de chacun des organismes impliqués et nous vous ferons un compte rendu du résultat de ces discussions dans notre prochaine parution.

À toutes et à tous, bonne session.
- Lorne Huston,
président de l'APHCQ

Un chêne foudroyé: hommage à monsieur Jean Hamelin

L'image qui me vient en apprenant le départ de monsieur Jean Hamelin est celle d'un grand chêne foudroyé. Toujours actif, on aurait voulu le voir continuer à prendre de l'âge, mais la vie en a décidé autrement. Son départ crée un grand vide pour sa famille, ses amis et tous les amateurs de l'histoire. Cet événement n'a pas fait la une des médias et pourtant il est un des historiens qui ont le plus contribué à faire progresser la connaissance historique au Québec depuis 1960. Il a consacré toute sa vie à faire connaître et aimer notre histoire non seulement à des centaines et des milliers d'étudiants de l'Université Laval, mais aussi aux lecteurs de ses très nombreux ouvrages, et ceux du *Dictionnaire biographique du Canada*, dont il était l'âme à Québec comme directeur-général adjoint depuis vingt-cinq ans.

Ce professeur exemplaire a exploré tous les rivages du «territoire de l'historien»: du politique au socio-économique, en passant par le culturel et le religieux. Il laisse en legs une œuvre historique majeure (plus de 47 ouvrages dont il est l'auteur ou le coauteur et plus de 80 articles, dont certains encore à paraître) qui peut se résumer assez bien en trois mots: «érudition, humanisme et savoir» (titre d'un colloque tenu en son honneur à l'Université Laval en 1994). En plus d'une carrière vouée à la recherche et à l'administration, il a aussi œuvré dans l'enseignement où il a professé de façon remarquable durant de longues années et où il a formé plusieurs générations d'enseignants et de chercheurs en histoire du Québec et du Canada, à qui il a transmis le flambeau. Ces derniers œuvrent aujourd'hui dans différents universités, collèges et écoles secondaires du Québec et du Canada. D'ailleurs Jean Hamelin ne se définissait-il

pas lui-même comme «un universitaire qui, au moyen de l'histoire, s'efforce de former



Photo: André Barratle (Service des relations publiques - Université Laval)

des têtes bien faites, des esprits cultivés et critiques capables tout autant d'enseigner, d'effectuer des recherches savantes que d'assumer dans la société l'une ou l'autre de ces centaines de fonctions sociales qui exigent critique, créativité, innovation? (allocution de clôture du colloque de 1994, *Érudition, humanisme et savoir*, P.U.L., 1996)

Et ce ne sont là que quelques aspects de la carrière bien remplie que cet historien engagé poursuivait toujours avec passion, et cela même à la retraite. Au-delà de cet héritage scientifique majeur qu'il laisse au Qué-

bec et aux Québécois, restent les souvenirs que conservent tous ceux qui l'ont connu ou qui ont eu la chance de le côtoyer pendant quelques temps, et ils sont nombreux car monsieur Jean Hamelin était un homme d'équipe qui a laissé son empreinte dans toutes les entreprises où il s'est impliqué.

Nous avons en mémoire l'image d'un homme accueillant et ouvert, d'un pédagogue attentif aux personnes, d'un universitaire disponible pour faire rayonner sa discipline et son institution. De plus, même rendu au

sommet d'une carrière prestigieuse jalonnée de prix et de récompenses, il a toujours su se préoccuper de la relève en prenant le temps de s'informer des recherches et des projets professionnels des plus jeunes, en n'oubliant pas de leur prodiguer de judicieux conseils. Homme généreux, disponible, communicateur hors pair, il avait eu la gentillesse l'an dernier de répondre à notre invitation pour venir à une émission de radio où il nous avait éblouis par son immense savoir et son talent de vulgarisateur car il possédait à un degré rare cet art de faire des liens entre passé et présent. Il nous avait impressionnés aussi par sa simplicité, son enthousiasme et ce «je ne sais quoi» qui fait les grands hommes.

L'historien Lucien Febvre disait que le métier d'historien requérait «de la sensibilité et de la méthode, de l'imagination et de la patience, de la culture et de l'expérience, le don de sympathie et le don de finesse». Jean Hamelin possédait plusieurs de ces talents. Mais

au-delà de toutes ces qualités d'historien, c'est surtout un grand humaniste qui va nous manquer! Monsieur Hamelin fait maintenant partie de notre Histoire. C'est à regret que nous l'avons vu passer cette porte qu'il nous a ouverte si généreusement tant de fois...
Merci pour tout, monsieur Hamelin!

- **Martine Dumais**,
historienne

Collège de Limoilou Québec

LE 4^e CONGRES DE L'APHCQ AU COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT : UNE RÉUSSITE

par Richard Lagrange

Les 2, 3 et 4 juin derniers, le collège Édouard-Montpetit de Longueuil a été l'hôte du 4^e congrès de l'Association des professeurs et des professeurs d'histoire des collèges du Québec (APHCQ). Plus d'une soixantaine d'enseignants provenant de plusieurs régions se sont réunis pour discuter de l'état de la situation de leur discipline au collégial, de leurs activités professionnelles, de leurs cours et de la vie de leur association. C'est grâce au travail de Louise Lapicerella, coordonnatrice du congrès, et de ses collègues Louis Lafrenière, Géraud Turcotte et Richard Lagrange à qui l'on doit la réussite de cet événement. Ce succès revient aussi à la direction et au Fonds de développement du collège ainsi qu'à certains membres du personnel pour leur solide soutien, tant technique que financier.

«Vers un nouveau paradigme pour l'histoire du Québec»

C'était le propos de la conférence inaugurale du congrès, le 2 juin, en début d'après-midi, prononcée par Gérard Bouchard, professeur à l'université du Québec à Chicoutimi. Il nous a fait part de ses réflexions sur la nécessité de réécrire l'histoire nationale en remettant en question les interprétations connues et en ouvrant d'autres voies à la reconstruction de la mémoire collective. Ainsi, par exemple, selon Bouchard : «le Québec s'inscrit dans les collectivités neuves du Nouveau monde comme les États-Unis. Nous ne sommes pas une réplique de la France formant une vieille France. Mais une société neuve».

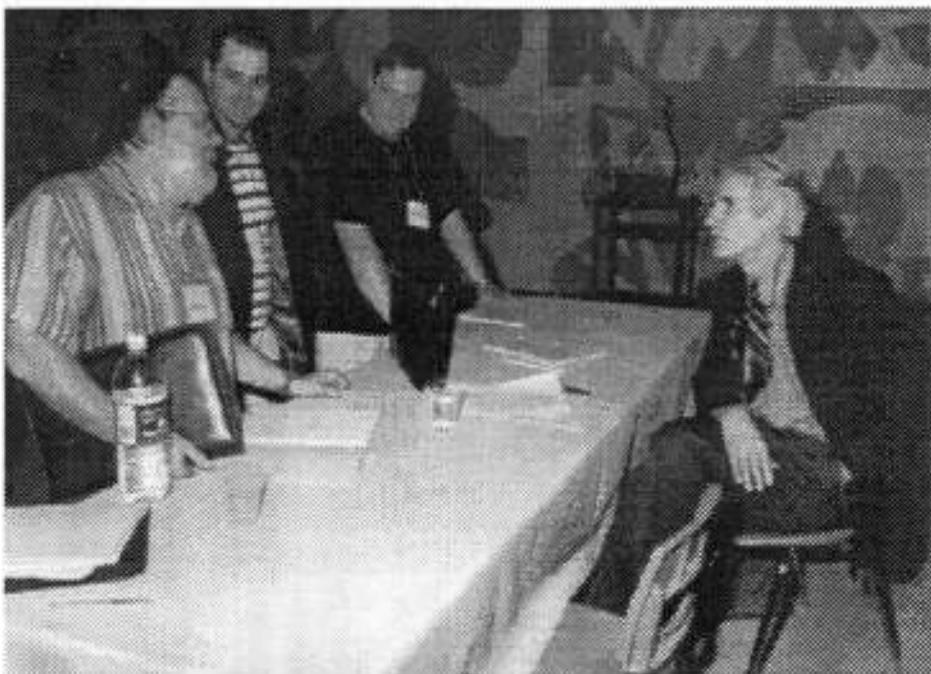
Place au ressourcement, aux discussions et à la connaissance

Les premiers ateliers suivirent et, durant deux jours, les participants ont assisté à des communications sur un large éventail de sujets regroupés sous quatre grands thèmes : «l'Occident et l'Autre», «Historiographie», «D'autres façons de faire l'histoire» et «Questions d'actualité».

Sur l'«Occident et l'Autre», l'atelier de Rachad Antonius nous a permis d'explorer le monde arabo-musulman et son influence en Occident. Le contenu de quelques ouvrages



Le nouveau président de l'APHCQ, Lorne Huston (à gauche) en grande conversation avec Jocelyne Chabot et Patrice Régimbald.



La discussion se poursuit avec Gérard Bouchard qui répond à Serge Côté, Patrice Charron et Paul Gareau.

utilisés dans le cours d'*Histoire de la civilisation occidentale* a été analysé pour examiner le traitement et la place réservée au monde arabe. Dans les «Questions d'actualité», le journaliste Abdelkrim Debbih a offert une prestation fort appréciée sur les origines historiques de la crise algérienne, des colonisations romaine, musulmane et française à la guerre d'indépendance nationale et à l'État islamique.

Pour l'«Historiographie», Andrée Dufour a présenté un tour d'horizon complet sur une quarantaine d'auteurs qui ont écrit sur l'éducation au Québec à partir de Joseph-François Perrault en 1832 jusqu'à nos jours. Tout en expliquant leur contribution à l'historiographie, elle a commenté chacun des ouvrages. Quant à Luc Giroux, il a exposé un bilan historiographique stimulant sur le «mouvement» des Lumières, sa définition, sa diffusion et son impact. Enfin, Jean-Luc Bonnaud a expliqué en quoi les XIV^e et XV^e siècles ont été déterminants dans la constitution de notre monde moderne.

Dans les «Autres façons de faire l'histoire», les ateliers de Marc Saint-Hilaire sur la démographie historique, de Francine Gélinas et de Georges Langlois sur l'utilisation des cédéroms en classe, de Louise Lacour sur le cours de *Méthodologie des sciences humaines* et de Lorne Huston sur le cours d'*Histoire de la civilisation occidentale* ont suscité bien des échanges.

La dernière activité, qui a eu lieu dans la matinée du 4 juin, a réuni en table ronde Nadia Fahmy-Eid, Gary Caldwell et Robert Comeau pour débattre sur «l'histoire et la rectitude politique». Animé par Bernard Dionne, le débat a montré les divergences de vue entre les participants. Fahmy-Eid posait la question : l'histoire politiquement correcte peut-elle être critique? Pour elle, ce qui importe, c'est la vigilance des historiens face à l'épistémologie et à l'approche méthodologique. Gary Caldwell affirmait que la rectitude politique dissout la critique. Alors que Robert Comeau s'opposait farouchement à la rectitude politique en histoire parce qu'elle propose une approche moralisatrice et réactionnaire de l'histoire.

À l'intérieur de cette série de communications, il y a eu la tenue de plusieurs autres activités et événements comme la visite au Centre d'exposition Plein Sud, la visite en autobus du quartier centre-sud avec L'autre Montréal, la salle des exposants, la remise des prix du concours François-Xavier Garneau et l'exposition de photographies sur l'histoire de Longueuil par la Société historique Du Marigot,

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les principales résolutions de l'Assemblée générale annuelle de l'APHCQ

1- Rapport des membres de l'exécutif

La présidente sortante, Danielle Nepveu, et les autres membres de l'exécutif 1997-1998 (Bernard Dionne, Louise Lopicerella, Géraud Turcotte et Luc Lefebvre) ont tiré un bilan fort positif de l'année 1997-1998, marquée par la production de quatre numéros du Bulletin (malgré un léger déficit), un congrès dynamique, la deuxième année du concours F.-X.-Garneau, la vitrine internet de l'Association sur le site de l'APOP (grâce à Francine Gélinas) et le travail autour du Bottin des ressources en histoire. Une journée d'étude, tenue le 21 août 1997 à l'Université de Montréal, a permis de consolider nos liens avec les professeurs d'histoire des différentes universités du Québec, sans toutefois recevoir l'attention médiatique escomptée. Un rapport sur l'évolution du site internet de l'APHCQ a été présenté par Gilles Laporte.

2- Les propositions adoptées

- Compte tenu de la situation déficitaire du Bulletin; compte tenu de la nécessité de maintenir une publication de qualité, agréable à lire et qui constitue notre organe de liaison et la vitrine de l'enseignement de l'histoire au collégial; compte tenu de la pertinence de maintenir la cotisation au même niveau pour encore une autre année; compte tenu de la difficulté, pour le comité de rédaction, d'assurer la publication de quatre numéros, notamment à cause des fins de session; il est résolu de publier trois (3) numéros du Bulletin, comportant 24 pages chacun, en 1998-1999.
- Il est résolu de hausser la cotisation de 10\$ pour l'année 1999-2000. Cette hausse sera effective pour l'inscription au congrès de juin 1999.
- Il est résolu que le mandat du trésorier prenne fin en septembre de chaque année afin de terminer la confection des livres après la tenue du congrès. Ceci est une modification à nos statuts.

- Il est résolu de fusionner les postes de secrétaire et de trésorier et de confier à la vice-présidence les dossiers proprement pédagogiques. Modification à l'article 5.1 de nos statuts.
- Il est résolu de repousser la date de remise des travaux du concours François-Xavier-Garneau et d'effectuer la remise des prix en septembre. (Voir le mot du président à ce sujet en page 4)
- Il est résolu que le comité internet de l'APHCQ travaille en étroite association avec les membres de l'APOP.

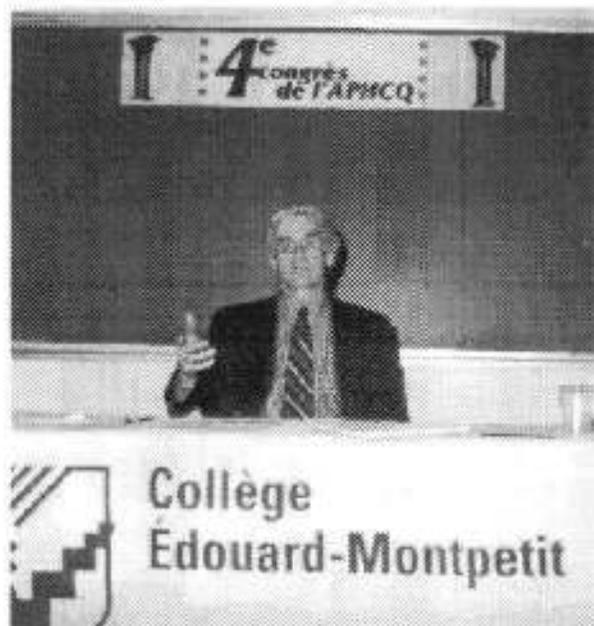
3- Les élections

Sous la présidence de Jean-Pierre Desbiens, l'assemblée générale a élu **Lorne Huston** comme président, **Danielle Nepveu** à la vice-présidence, **Géraud Turcotte** au poste de secrétaire-trésorier, **Bernard Dionne** comme responsable du Bulletin et **Lucie de Bellefeuille** en tant que responsable du congrès 1999. **Louis Lafrenière** a été élu comme vérificateur.

Le comité de rédaction comptera sur la participation de **Mylène Desautels**, **Sonia Grenon**, **Richard Lagrange**, **Patrice Regimbald** et **François Robichaud**. Le comité internet s'appuiera sur **Francine Gélinas**, **Gilles Laporte** et **Luc Lefebvre**. L'exécutif verra à recruter les membres du jury pour le concours F.-X.-Garneau.

Enfin, une motion de félicitations pour l'exécutif sortant et pour le comité organisateur du congrès a été adoptée à l'unanimité.

- **Luc Lefebvre** (secrétaire)
- **Bernard Dionne**



M. Gérard Bouchard a prononcé la conférence inaugurale.



Échanges entre une quinzaine de collègues lors d'un atelier.



La remise des prix du concours François-Xavier-Garneau a constitué un des moments forts du dernier congrès. Nos deux collègues du collège Édouard-Montpetit, Louise Lapicerella et Louis LaFrenière accompagnent les trois lauréats : Martine Poulain (3^e prix), du conservatoire LaSalle, Roxanne Guérin (2^e prix) et Geneviève Massicotte (1^{er} prix) du cégep du Vieux Montréal.

UNE HISTOIRE DU QUÉBEC

Robert LAHAISE

*Docteur en histoire de l'Université Laval et en
littérature de l'Université de Montréal,
Robert Lahaise — professeur honoraire
de l'Université du Québec à Montréal —
est l'auteur de nombreux essais sur la culture
traditionnelle québécoise.*

784 pages



PAR SA LITTÉRATURE, 1914-1939

NOUVEAUTÉ

— *Une histoire du Québec par sa littérature?*

Parce que, avant la révolution dite tranquille, le Québec n'ayant guère eu le loisir de s'adonner à «l'art pour l'art», notre littérature prolongeait essentiellement l'histoire dans ses thèmes dominants.

— *1914-1939?*

En 1914, face à «l'Europe en folie», nous nous recroquevillons sur un Québec idéologiquement rural, mais pratiquement en voie d'industrialisation. Ce déphasage ne tient plus avec la Deuxième Guerre mondiale.

— *Deux tomes en un volume?*

Un essai intégrant la littérature à l'histoire: *Dieu le ber.*
Des documents illustrant cette osmose: *De la guerre à la «sainte Misère!»*

— *Résultats?*

Résurrection des années 1914 à 1939 telles que perçues par les chansonniers, poètes, romanciers et essayistes.



GUÉRIN Montréal
Éditions

4501, rue Drolet
Montréal (Québec) H2T 2G2 Canada
Téléphone: (514) 842-3481
Télécopieur: (514) 842-4923

Adresse Internet: <http://www.guerin-editeur.qc.ca>

Courrier électronique: france.lazochelle@guerin-editeur.qc.ca



Algérie : mouvement social et origines d'une crise

par Abdelkrim Debbih

1. LES ORIGINES DE LA CRISE

Contexte colonial et mouvement national

C'est avec le Mouvement national dans sa version moderne que le mouvement social algérien apparut dans sa physionomie actuelle. Territoire sous domination ottomane depuis le XVI^e siècle, l'Algérie connut la colonisation française à partir de 1830. Cette colonisation de peuplement remodela violemment les structures anciennes de la société, en particulier l'agriculture, en introduisant le régime de la propriété privée de la terre (lois Warnier et *Senatus Consultu* de 1860 à 1880).

Avec l'introduction des cultures intensives et du machinisme ainsi que les spécula-

tions foncières sur les terres, on assista à un processus d'expropriation et de séparation des travailleurs d'avec les moyens de production. Les terres, auparavant indivisibles, devinrent propriété privée.

La colonisation fut synonyme, dans le cas de l'Algérie, de mode de production capitaliste. Celui-ci est venu remplacer un ancien mode communautaire de subsistance, même si le régime féodal, le *Khamassa*, était connu et pratiqué pour la céréaliculture notamment. Rappelons, en effet, que, dès l'Antiquité, l'Algérie était considérée comme le grenier de Rome.

On sait que le capital, dans son acception moderne, est à l'origine de la colonie, ce qui suppose une accumulation de

surplus grâce à la séparation du travailleur de ses moyens de production. Or la classe la plus nombreuse, la paysannerie, pratiquait une agriculture communautaire basée sur une propriété collective de la terre : le *arch* et le *mek*. Ces deux types de propriété collective remontent à l'Antiquité, probablement à la chute de Rome. À cette époque, les fiefs romains avaient été démantelés au profit d'un système introduit par les tribus berbères.

Avec la colonisation française, le surplus économique, ou plus précisément son affectation, échappa totalement à la paysannerie algérienne et profita exclusivement au système colonial. D'une économie de subsistance – variée, communautaire, adaptée au climat et aux besoins des populations – on passa alors à une économie basée sur la monoculture – industrielle, extravertie et destinée à combler les besoins de la métropole. Cette nouvelle situation poussa des millions d'hommes et de femmes à s'installer dans les villes et les bidonvilles. Cette migration fut encore accentuée par des famines répétées, une paupérisation croissante ainsi que la construction des premières industries. Celles-ci étaient orientées, pour la plupart, vers la transformation des produits agricoles destinés à la métropole. Les industries de transformation de matières premières – les exploitations de charbon ou de fer, par exemple – se développèrent plus tardivement. Même si elles



concurrent un essor vers le tournant du siècle, elles ne favorisèrent pas la naissance d'un capital industriel national, avec comme corollaire le développement d'une bourgeoisie nationale. Au contraire, le capital étant colonial et l'économie extravertie, seules la métropole et la bourgeoisie européenne implantée en Algérie tiraient un bénéfice. Un tel système n'est pas sans rappeler la fameuse thèse de Lénine intitulée *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*.

Ce développement du capital colonial ne se fera pas en douceur. Face à la violence de l'État colonial, la résistance de la paysannerie sera également très vive. En moyenne, à cette époque une explosion populaire embrase l'Algérie environ tous les dix ans. Parmi les mouvements de résistance les plus connus, citons celui que dirige El Mokrani en 1870-1871, celui de Bouamama une dizaine d'années plus tard, celui de 1912, celui de Aures en 1915-1916, et enfin le soulèvement général du 8 mai 1945, qui fait plus de 45 000 victimes, assassinées par les soldats de la colonisation stationnés dans le Constantinois. Le préfet de cette région n'était autre que le fameux Maurice Papon, jugé récemment en France pour sa participation à des crimes de guerre, à savoir la déportation de quelque 1500 juifs français dans les camps de concentration allemands. Quant au commanditaire des massacres de mai 1945, il s'agissait du grand libérateur de la France, le général de Gaulle.

Mais revenons à l'aube du XX^e siècle. La première guerre mondiale va, en effet, aider à la lente constitution d'un prolétariat dans les usines d'armement de la métropole où des Algériens ont remplacé la main-d'œuvre appelée sous les drapeaux. Ce prolétariat embryonnaire connaîtra le syndicalisme et les luttes ouvrières. En effet, des Algériens seront membres de l'*Intercoloniale*, créée à Paris par un certain N'Guyen Ai Quoc, qui sera plus tard connu sous le nom de Ho Chi Minh. Des Algériens participent même à la fondation du P.C.F. en 1920. D'autre part, ils apprennent la création du Mouvement Jeune Turc par Mustapha Kémal Attaturc. La conscientisation politique s'accélère en outre sous l'influence de la *III^e Internationale*, qui permet la diffusion des thèses coloniales de Lénine. Bref, la situation internationale (notamment la prise de pouvoir des Bolchéviks) favorise l'institutionnalisation de la revendication anticoloniale des populations algériennes. C'est dans ce contexte que naît le Mouvement national algérien. Le premier parti nationaliste (*l'Étoile nord-africaine*), est créé en France par des syndicalistes proches du parti communiste et du *Komintern*. Le cerveau de cette organisation, Messali Hadj,

ouvrier de chez Renault et militant cégétiste, est considéré par les historiens comme le père du nationalisme algérien.

Compte tenu du fait que ce mouvement ouvrier algérien était d'extraction récente, puisqu'il garde des attaches avec un pays essentiellement paysan, la question de la terre sera au cœur de la revendication anticoloniale des nationalistes algériens. Elle le restera pendant cinquante ans, jusqu'au déclenchement de la guerre de libération en 1954, et même bien au-delà.

2. STRUCTURES SOCIALES, MOUVEMENT NATIONAL ET QUESTION DÉMOCRATIQUE

Structure sociale de l'Algérie à la veille de la guerre de libération

La paysannerie pauvre et sans terre ainsi que la petite paysannerie constituent occasionnellement une main-d'œuvre agricole saisonnière. Elle relève toutes deux du *lumpen-prolétariat* plutôt que d'une classe sociale véritablement constituée et ayant sa conscience propre. C'est la classe la plus nombreuse et c'est sur elle que reposera tout le poids de la guerre révolutionnaire. Elle se réfugie dans un islam populaire de confréries très anciennes et, face à l'idéologie de la colonisation chrétienne, elle opposera une pensée qui, au fil du temps, deviendra de plus en plus radicale. Dédiée avant tout à la préservation de l'identité musulmane, l'identité nationale n'imprénera cet islam que très tardivement.

Par ailleurs, une bourgeoisie terrienne est constituée à partir des anciennes familles notables des tribus soumises par la France, tandis qu'un prolétariat urbain, très embryonnaire, entretient des contacts avec la métropole. Il connaît les méthodes organisationnelles modernes (syndicats, partis, élections), lit la presse et connaît les luttes ouvrières ou politiques. Bref, cette classe, très minoritaire, a accès à une culture politique moderne, et c'est essentiellement elle qui va mener le combat politique nationaliste jusqu'aux années 1958 et 1959. Elle donnera ses premiers cadres politiques au Front de Libération National.

D'autre part, une petite bourgeoisie citadine, d'extraction récente, fréquente l'école française et donne quelques brillants intellectuels, médecins, avocats, enseignants, journalistes, etc. Elle sera tentée par le modèle politique français et ira jusqu'à demander l'assimilation à la France. Anticolonialiste, elle sera acquise très tôt au mouvement national et en sera l'élite pensante. Elle sera combattue par le nationalisme radical pour ses attitudes jugées trop timorées face à la France et pour son modérantisme politique.

3. LA GUERRE DE LIBÉRATION

La radicalisation de la politique coloniale entraînera la radicalisation du nationalisme algérien. Toutes les tentatives de compromis ou d'intégration des Algériens dans un mouvement de citoyenneté ont échoué face à l'intransigeance coloniale. Ce qui aura pour conséquences de favoriser l'idéologie radicale du Mouvement national, et d'entraîner la liquidation politique, parfois physique, des partisans d'une politique démocratique. Ceux-ci auraient pu éviter un conflit armé qui menaçait d'aggraver une situation de violence déjà fortement présente dans la société depuis un siècle.

Le Mouvement national, ayant épuisé les recours pacifiques au problème colonial, se retrouve contraint d'entrer en guerre et d'écarter les thèses d'une solution démocratique. Cette guerre, qui va mobiliser la paysannerie au nom de la reconquête de la terre, va raffermir le rôle politique de cette classe, la plus nombreuse, au détriment d'autres classes historiquement récentes, comme la classe ouvrière, la petite bourgeoisie citadine – petite, du fait du capital colonial qui ne lui a laissé aucune place – ou la bourgeoisie nationale.

La question démocratique, qui s'était posée dès la naissance du Mouvement national, sera résolue par la guerre, au détriment des classes porteuses de modernité et au profit d'une idéologie nationaliste, radicale, totalitaire, qui va s'opposer à la France, mais aussi aux idéologies qui s'en inspirent. Au politique on impose le militaire; à la laïcité, l'islamisation; à la diversité, l'unicité; au français, l'arabe; à la démocratie, la dictature.

En 1962, l'Algérie recouvre son indépendance après 132 ans de colonisation et sept ans et demi d'une guerre meurtrière. Celle-ci a violemment – mais temporairement – balayé les forces politiques qui étaient porteuses d'idées démocratiques et qui sont sorties exsangues de la guerre.

La militarisation de la société

L'Algérie possède un régime de parti unique depuis 1962. Le F.L.N. au pouvoir ne laisse pas de place pour le pluralisme et la presse est sous le contrôle de l'État. Le mouvement social est soumis politiquement au parti unique, façade politique et populiste d'un État militarisé par la guerre. L'économie, sous couvert de socialisme, est sous la tutelle d'une armée-État qui, grâce au pactole de la rente pétrolière, entretient une bureaucratie de plus en plus pesante et qui instaure le règne policier de la pensée unique: parti unique, syndicat unique, langue unique, religion unique, organisations de jeunes femmes, de paysans et d'artistes uniques.

On interdit alors les espaces d'expression libre à la seule exception des mosquées qui servent de terrain de prédilection au mouvement islamiste et dont l'influence, combinée à la restructuration politique, mène tout droit à la crise et à l'impasse politique d'aujourd'hui.

Toutefois, le mouvement social reste dynamique. Les islamistes, qui font leur première apparition au début des années 80, occupent les mosquées, les seuls espaces d'expression tolérés. Ces lieux de culte sont même favorisés par le pouvoir qui s'en sert pour freiner les revendications ouvrières, les mouvements de femmes militant pour l'égalité devant la loi, les luttes estudiantines en faveur de la démocratie et le mouvement culturel berbère. Ces mouvements, qui se font de plus en plus forts, suscitent une répression également plus musclée qu'auparavant.

C'est dans ce contexte d'effervescence politique que la Ligue des droits de l'homme est créée au milieu des années 80. Elle est fondée – dans la clandestinité – pour tenter de faire connaître à l'opinion internationale les atteintes aux libertés individuelles et collectives telles que les arrestations arbitraires, l'institutionnalisation de la torture ainsi que les procès expéditifs. Ces derniers n'épargnent ni les militants berbéristes, ni les syndicalistes, ni les femmes, ni les militants des droits de l'homme et de la démocratie, ni encore moins les islamistes.

Au mois d'octobre 1988, des émeutes auront lieu à l'échelle nationale. Elles sont provoquées par une aile de l'armée qui voulait se débarrasser des caciques du régime, qu'ils accusent d'être les *gardiens du temple* socialiste dans un monde qui se libéralise. Selon les chiffres officiels, on recense 500 morts. Les conséquences des événements sont de taille car, si l'objectif du pouvoir était de provoquer une libéralisation économique sans toucher à l'édifice politique, sous la pression populaire, on assiste alors à une ouverture politique qui se traduit par la reconnaissance du droit d'association. Survient alors la création et la reconnaissance des partis politiques, dont le Front Islamique du Salut. Celui-ci est même encouragé puisqu'il limite le rôle de l'opposition démocratique et permet ainsi que le pouvoir garde son rôle d'arbitre.

4. LES ACTEURS PRINCIPAUX

À ce moment, les protagonistes sont donc: le pouvoir (l'armée et ses clientèles bureaucratiques de l'administration ou du parti du F.L.N.), les islamistes (F.I.S., Hamas et Nahda) et les démocrates (Front des forces socialistes, Rassemblement pour la culture et la démocratie et Parti des travailleurs). À la suite des résultats des premières élections pluralistes de dé-

cembre 1991, largement favorables au F.I.S., les démocrates sont divisés sur l'attitude à tenir face aux islamistes. Pour la minorité perdante, il s'agissait de soutenir l'armée dans sa politique éradicatrice. Pour d'autres, il fallait laisser les islamistes faire leur expérience du pouvoir. L'armée, jouant sur la diabolisation du F.I.S., a préféré faire un coup d'État, annuler les élections et descendre dans la rue.

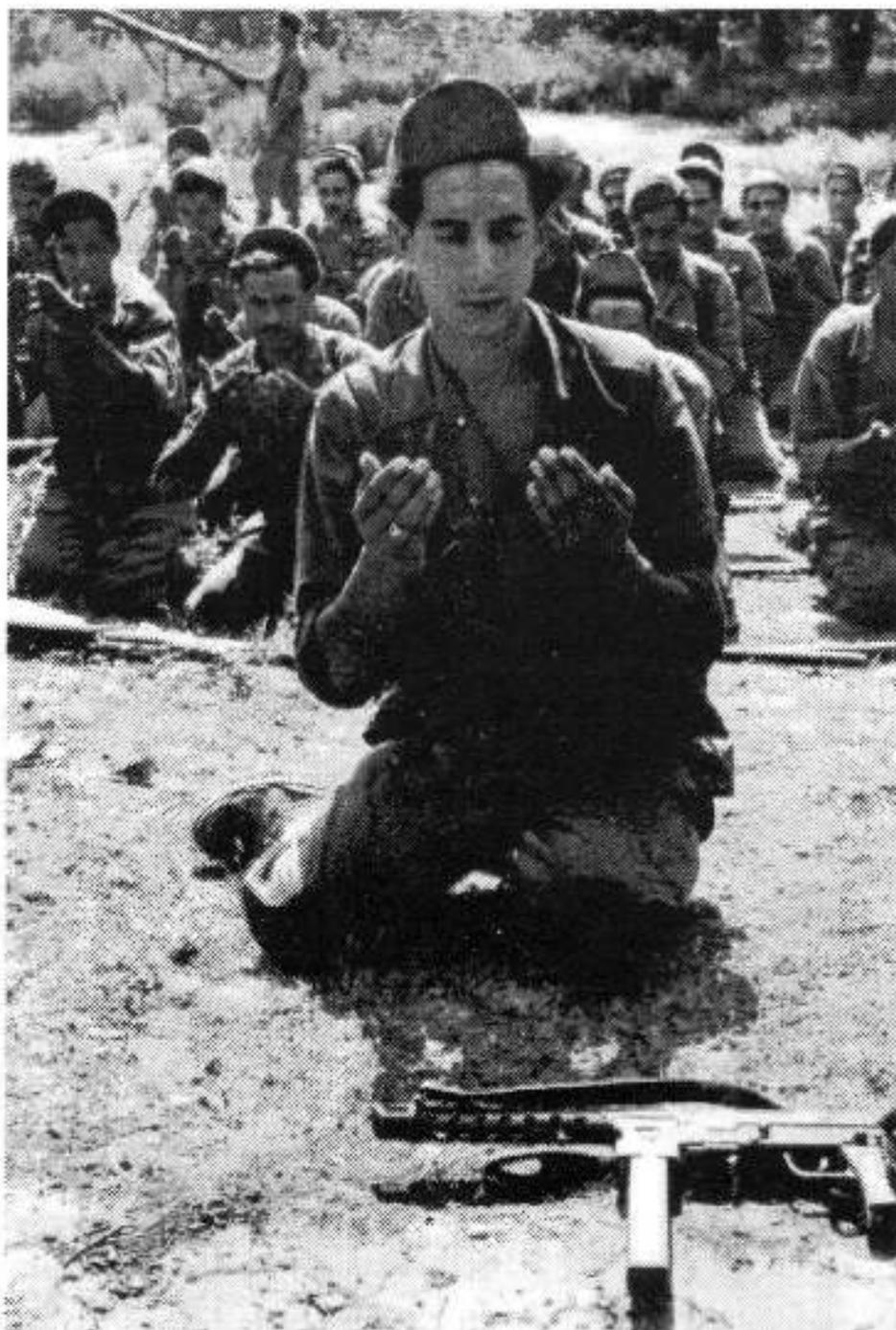
5. LA CRISE ET LES FACTEURS DÉCLENCHANTS

Les stratégies des uns et des autres

Le pouvoir diabolise le F.I.S. autant qu'il peut

afin de légitimer son intervention violente et l'arrêt du processus démocratique qui, selon lui, menacerait l'unité du pays et la démocratie elle-même. Quant aux partis démocratiques, sortis minoritaires aux élections, ils soutiennent l'armée dans un premier temps et se retrouvent aujourd'hui dans la rue à faire les frais de ce soutien.

Les démocrates veulent une négociation politique globale avec tous les partenaires politiques, autour du Front des forces socialistes et du Parti des travailleurs, et d'une partie des militants du F.L.N. regroupés autour d'un réformateur, Mouloud Hamrouche, un ancien premier ministre. Face à l'augmentation de la vio-



lence, ce regroupement se réunit à Rome à l'invitation de la Communauté catholique de Sant'Egidio. La tenue d'une conférence nationale de réconciliation est décidée. Celle-ci impliquerait tous les acteurs politiques, l'armée et le F.I.S. compris. Cette plate-forme sera violemment rejetée par le pouvoir et divise encore davantage le camp démocratique entre éradicateurs et réconciliateurs.

6. LA SITUATION AUJOURD'HUI

Face au vide politique et pour contrecarrer l'initiative de Rome, le pouvoir tente d'imposer un dialogue avec des interlocuteurs triés sur le volet – c'est-à-dire avec tous ceux acquis à ses thèses – pour leur faire accepter des propositions dictées unilatéralement par lui et lui seul. Ses objectifs sont clairs: la révision de la Constitution pour renforcer le pouvoir du président de la république et celui de l'armée; des élections présidentielles et législatives pour donner un semblant de légitimité à un régime issu d'un coup de force. Dans le même temps, le pouvoir entame des négociations secrètes avec le F.I.S. pour l'isoler du reste de l'opposition qui l'avait invité à Rome et pour tenter de parvenir à une trêve. Les dirigeants du F.I.S. sont remis en liberté.

On assiste alors à une recrudescence de la violence comme à chaque fois qu'une proposition de sortie de crise impliquant les islamistes est mise de l'avant. Des milices populaires, les patriotes, sont constituées parmi les populations qui se retrouvent ainsi directement impliquées dans la lutte antiterroriste. Leur nombre est estimé à 200 000 hommes.

Les luttes de clans au sommet

Des conflits opposent les réconciliateurs et les éradicateurs. Les premiers ont réussi à neutraliser les démocrates (qui les avaient pourtant soutenus), à intégrer au pouvoir les islamistes dits modérés, à fermer le champ politique et enfin à intégrer une partie de l'A.I.S. contre les extrémistes du G.I.A. – ce qui explique les vengeances de ces groupes à l'encontre des populations qui les soutenaient. La réaction des éradicateurs ne se fait pas attendre. La violence aveugle reprend de plus belle et le général Zéroual est obligé de condamner les actes des islamistes et décide d'enfermer à nouveau leurs dirigeants.

Les scénarios possibles:

La continuité

Il est plausible qu'une telle crise dure encore pendant de nombreuses années, avec des périodes de relative accalmie. Vraisemblable-

ment, l'armée augmentera encore son pouvoir, ce qui semble être le cas aujourd'hui. À titre d'exemple, récemment, pour la première fois depuis le début du conflit, les politiques ont été écartés au profit des militaires. Ces derniers ont organisé une conférence de presse au cours de laquelle a été rendu public le nom du général qui mène les opérations militaires autour d'Alger. Changement de taille, le discours n'était plus triomphaliste puisque ce général reconnaissait, pour la première fois, que le terrorisme est loin d'être vaincu, comme on l'avait dit jusque-là.

L'alliance

Il est également possible que survienne une

cas du président Zéroual, dont la marge de manœuvre reste faible face au pouvoir réel, c'est-à-dire face à l'armée, ou plus précisément face à cette fraction appelée la sécurité militaire et à qui revient le dernier mot au sein de la hiérarchie de l'armée.

Rupture

Mais, il faut plutôt s'attendre à un chaos général si l'Occident laisse encore la situation se détériorer en entretenant un conflit avec l'Algérie (comme il le fait avec l'Irak et avec de nombreux pays africains) et si les problèmes s'aggravent encore au sommet de l'État algérien. Les révélations faites ces derniers mois dans un journal londonien par un présumé officier



entente entre le pouvoir et les islamistes. Cette solution à la soudanaise, qui semble improbable aujourd'hui, n'est certes pas impossible puisque en politique rien ne l'est.

La démocratisation

Une autre issue pourrait constituer en une lente et difficile démocratisation sous l'égide du pouvoir actuel. Une telle option s'accorde avec le souhait des Occidentaux, qui ont tout intérêt à voir se développer en Algérie un régime analogue à celui de la Tunisie. Il s'agirait pour le pouvoir algérien d'entamer des négociations avec les partis d'opposition – dont les modérés du F.I.S. – autour d'un pacte national minimum où les uns et les autres offriraient mutuellement des garanties afin de tenter de neutraliser la violence. En contrepartie, le pouvoir céderait quelques portefeuilles ministériels techniques aux partis qui accepteraient ses propositions. Les islamistes de Hamas et de Nahda et certains partis dits démocratiques comme le R.C.D. sont acquis à cette démarche. C'est également

algérien, accusant les services de la sécurité militaire d'être à l'origine des attentats commis à Paris, sont un signe évident du malaise qui secoue les clans qui se disputent l'hégémonie du pouvoir à Alger.

Aujourd'hui, ce sont surtout les populations qui étaient acquises au F.I.S. qui paient. Elles rallient massivement le camp des militaires qui les arment pour combattre ceux qui hier encore, leur apparaissaient comme des libérateurs. C'est peut-être le sens qu'il faut donner aux déclarations triomphalistes du régime qui parle de victoire. Mais l'absence de changement, de perspective réelle, de solutions urgentes aux problèmes économiques et sociaux des populations fait que les groupes armés, même minoritaires, ont une capacité de recrutement qui leur permet de semer la terreur et de frapper toujours plus fort. Hélas, ils ont encore de beaux jours devant eux.



Commentaire sur la conception identitaire des sociétés de tradition orale

Ce bref commentaire fait suite à la stimulante conférence de Monsieur Gérard Bouchard au 4^e congrès de l'APHCQ : *Un nouveau paradigme pour l'histoire du Québec*. Il m'a semblé pertinent d'évoquer la conception identitaire des sociétés de tradition orale afin de mieux comprendre notre propre conception de l'identité nationale. Cette problématique identitaire m'est quelque peu familière car je travaille actuellement sur une thèse dont le titre est *L'identité de l'ethnie sabine* (les Sabins étant un peuple voisin des Romains de l'Antiquité). Ma problématique m'a poussé à explorer les concepts d'identité et d'ethnie dans une perspective élargie.

Dans ce genre d'étude, certaines précautions sont de mise. Il est généralement admis que l'historien, bien qu'il se veuille objectif et qu'il formule ses choix méthodologiques, est un produit de la société dans laquelle il naît, vit et meurt ; ce qui introduit certains biais. En fait, nous vivons dans une société de tradition écrite, et notre conception de l'identité est issue, historiquement parlant, de la constitution des états-nations de l'Europe des XVIII^e-XIX^e siècles. Nous avons donc généralement l'impression que l'identité d'un peuple est héréditaire et, par conséquent, immuable. Tenter de la modifier serait trahir nos racines. Mais dans la perspective des sociétés de tradition orale, la construction identitaire est un processus en constante évolution.

L'existence de ce phénomène ne se limite pas à l'Antiquité, comme le démontre clairement l'ouvrage innovateur de Jean-Loup Amelle pour l'Afrique du XX^e siècle.¹ Il a observé que plusieurs peuples africains modifient leur identité au gré de leurs intérêts, d'une façon qui pourrait nous sembler opportuniste. En fait, la tradition orale qui porte l'identité agit selon le principe de la fonctionnalité. Elle répond à des besoins précis, tels l'éducation de la jeunesse et l'apprentissage de comportements sociaux acceptables. Les éléments de la tradition devenus inutiles, voire nuisibles, sont mis de côté au profit de nouveaux traits identitaires, souvent latents dans la communauté. C'est-à-dire que ces traits appartiennent à des sous-groupes de

la communauté, qui s'avère généralement beaucoup plus composite qu'on ne l'imagine, et qu'ils peuvent se transmettre à l'ensemble du groupe selon la nécessité de l'époque, voire du moment.²

En ce qui concerne l'Antiquité, la construction identitaire est un phénomène quasiment généralisé. On n'a qu'à penser à la mythologie grecque et à toutes ces cités fondées par des dieux ou des héros venant rehausser le prestige de la cité. Prenons l'exemple de l'énéide où Virgile adopte un filon de la tradition orale qui présente les Romains comme des descendants des Troyens, alors que, sur le plan historique, cette filiation est totalement dénuée de fondement. Le cas sabin illustre aussi très bien ce processus. Aux III^e-II^e siècles av. J.-C., certains Romains conservateurs comme Caton l'Ancien voyaient d'un mauvais œil l'envahissement de la culture romaine par l'hellénisme. Désireux de constituer une identité romaine propre et forte, ils vont puiser dans un filon identitaire mineur, celui des Sabins. Il faut savoir que de puissantes familles sabinnes se sont installées à Rome au début du V^e siècle av. J.-C. et que leurs descendants ont cherché à faire remonter cette arrivée aux origines mêmes de Rome dans le but de jouir d'une plus grande crédibilité socio-politique. Or, les Sabins étaient alors considérés comme le peuple le plus ancien de l'Italie, donc le plus autochtone, italien. Il en est résulté que la tradition conçoit la fondation de Rome comme une fusion égalitaire, et non pas comme une assimilation ou une acculturation, entre les Romains de Romulus et les Sabins de Tatius, notamment à travers le fameux thème de l'enlèvement des Sabines. D'autre part, l'ouverture à la citoyenneté des Romains est bien connue. Le fameux édit de Caracalla accordait la citoyenneté à tous les habitants libres de l'Empire. C'était l'aboutissement d'un processus d'homogénéisation politique, sociale, économique et culturelle de l'Empire ; mais sans pour autant que ce phénomène empêche la survie et l'épanouissement culturel des nombreuses minorités ethniques. Les régionalismes ont donc perduré sans affecter

la cohésion culturelle de base de la civilisation gréco-romaine. Profitons-en pour relativiser la notion de «déclin de l'Empire romain» : une résistance de plus de deux siècles n'est pas le fait d'un cadavre. De vigoureuses réformes ont permis cette survie et les différentes régions de l'Empire sont restées très solidaires. Ce qui témoigne sans doute de la grande cohésion socio-culturelle de l'Empire et d'un véritable sentiment d'appartenance à cette identité romaine de la part de tous les citoyens, notamment des notables locaux.

Nous constatons ainsi que l'identité des peuples de tradition orale est multidimensionnelle, métrisse. La fonction est déterminante dans ce choix des traits identitaires qui sont créés, abandonnés ou mis en veilleuse selon les besoins des contemporains. On peut finalement évoquer le cas du peuple juif qui serait sorti d'Égypte sous la direction de Moïse. Les historiens actuels estiment qu'il est probable qu'une ou quelques tribus aient vécu cet épisode et que le récit se soit étendu par la suite à l'ensemble du peuple hébreu, comme un élément fondamental de leur identité. Chaque constituante d'une communauté est donc susceptible d'apporter des éléments identitaires qui pourront être éventuellement utilisés par tout le groupe. À première vue, l'idée qu'une société moderne comme le Québec puisse procéder à des choix identitaires pour des raisons fonctionnelles peut choquer notre esprit critique d'historien. Mais dans la réalité, nous constatons que c'est un procédé vieux comme le monde. Il favorise un fonctionnement plus souple de la société qui permet une intégration plus harmonieuse des nouvelles populations et contribue quelquefois à éviter des conflits insolubles. Les peuples, nations, ethnies, civilisations, sociétés, etc. naissent, vivent et meurent ; mais surtout, s'adaptent.

- Patrice Charron

Chargé de cours en Antiquité à l'UQAM et à l'Université de Sherbrooke.

1 Logiques métriques : *Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*, Paris, Payot, 1990.

2 Les *Travaux et inédits* de Eli Kertész-Kargas-Maranda, dans les Cahiers du CELAT, no. 1, expliquent bien ce phénomène de transmission de la tradition orale basé sur la fonction.

3 Je ne désire pas m'étendre sur la définition de ces différents termes qui varie selon les utilisateurs, les époques et les disciplines. Je voudrais seulement souligner que Roland Breton, dans *Les ethnies, Que-sais-je?* Paris, PUF, 1981, p. 61, considère le Québec comme une ethnie. En fait, l'historiographie actuelle sur les ethnies ne résume pas l'existence d'une ethnie distincte à une question de race. Le critère linguistique est souvent prédominant, mais des exceptions, personnifiées par les Irlandais et les Juifs qui ont traversé les siècles sans langage propre, conduisent les chercheurs à ne pas se limiter à un seul critère pour cerner l'existence d'une ethnie. Ces critères sont assurément arbitraires séparément, mais regroupés, ils définissent généralement une image très claire de la situation. Pour sa part, Breton procède à une analyse plus approfondie des critères suivants : la composition anthropologique (la race), la démographie, la langue, le territoire, l'économie et les classes sociales, la culture et la conscience ethnique, l'organisation politique et urbaine.



Nouvelles du Comité internet

Le site officiel de l'Association est hébergé sur le serveur du cégep du Vieux Montréal depuis le printemps de 1998. Lors de notre quatrième congrès, en juin dernier au cégep Édouard-Montpetit, un nouveau comité internet a été élu. Il est formé de Francine Gélinas (Montmorency), de Luc Lefebvre et de Gilles Laporte (Vieux-Montréal). Il a depuis été convenu que Francine Gélinas travaillera surtout à partir du site de l'APOP, véritable carrefour québécois des applications pédagogiques de l'ordinateur, pour y développer les outils d'apprentissage et mettre à la disposition des membres des formules d'activités et des documents susceptibles de les aider dans leurs cours d'histoire. Luc Lefebvre aura plus particulièrement à rassembler le matériel lié à l'Association et Gilles Laporte, à administrer le site. À l'heure actuelle le site est plutôt squelettique. Une mise à jour importante est cependant imminente. Il est cependant question de vous présenter l'état des diverses rubriques qu'on y retrouve déjà.

Le Bulletin de l'APHCQ

Nous entendons mettre en ligne tous les numéros précédents du *Bulletin* de l'Association. Ils seront sous peu disponibles en format PDF (lisible par l'application *Acrobat*). La taille de chacun des fichiers (environ 800k) nous force cependant à un traitement des données qui se poursuit toujours.

Les membres de l'APHCQ

La simple liste des noms des membres ne revêt pas grand intérêt (même pour la GRC). Même si une telle liste peut être mise à jour en quelques instants, nous souhaitons surtout pouvoir y associer l'adresse électronique de tous les membres branchés.

Les nouvelles de l'Association

Il s'agit ici de délester le *Bulletin* d'informations triviales et surtout de faire des mises à jour plus fréquentes des nouvelles concernant les

événements, conférences ou colloques pouvant intéresser nos membres.

Bottin des ressources en histoire au Québec

Le fameux bottin que l'Association a mis en chantier en collaboration avec la Fédération des sociétés d'histoire du Québec (FSHQ) n'est pas terminé. Sa niche est cependant prête sur le web...

Rire aux larmes..!

L'humour aura sa place sur le site... Pour l'instant, cependant, la rubrique a la mine un peu triste...

432 sites sur l'histoire

Pour tous les goûts ! Les sites sont présentés par thèmes. Ils portent surtout sur l'histoire de la civilisation occidentale. On y trouve cependant l'essentiel de ce qui est disponible sur l'histoire du Québec et l'histoire du 20^e siècle.

Des outils pédagogiques précieux

Cette rubrique vous reliera au site de l'APOP où Francine Gélinas est à préparer des activités pédagogiques triées sur le volet.

Concours François-Xavier-Garneau

Le site de l'APHCQ est aussi la vitrine du Concours François-Xavier-Garneau, animé en collaboration avec la FSHQ et commandité par la compagnie Domtar.

La logistique est en place. Il y a bien quelques retards liés à des contingences techniques mais le principal problème en est un de contenu. Comme aucun membre du comité internet n'est journaliste d'enquête, le principal défi pour faire de ce site un outil appréciable est lié à la collecte de l'information. Parions cependant qu'au moment de lire ces lignes le site officiel de l'APHCQ aura continué à croître et peut-être reçu votre visite...

- Gilles Laporte

pour le comité internet.

<http://www.cvm.qc.ca/SciencesSociales/>

Quelques adresses de sites web consacrés à l'histoire du Moyen Âge.

Croisades :

<http://history.hanover.edu/medieval/crusades.htm>

Études médiévales :

<HTTP://www.georgetown.edu/labyrinth/labyrinth-home.html>

L'Église orthodoxe : <http://history.hanover.edu/medieval/orthodox.htm>

Les grandes guerres de l'histoire :

<http://www.msstate.edu/Archives/History/war.html>

Féodalité : <http://history.hanover.edu/medieval/feudlism.htm>

La Papauté : <http://history.hanover.edu/medieval/papacy.htm>

Medieval Sourcebook (text) :

<http://www.fordham.edu/halsall/sbook.html>

Medieval Institute (Western Michigan University) :

<http://www.wmich.edu/medieval/>

WWW Ressources médiévales :

<http://ebbs.english.vt.edu/medieval/medieval.ebbs.html>

Angleterre : <http://history.hanover.edu/medieval/england.htm>



Comptes-rendus



Robert Lahaise, *Une histoire du Québec par sa littérature. 1914-1939*, Montréal, Guérin, 1998. 768 p., ill.

Les anciens étudiants de Robert Lahaise seront heureux d'apprendre la récente publication d'*Une histoire du Québec par sa littérature*. À la retraite depuis quelques années, M. Lahaise semble avoir résolu de rester aussi actif que durant sa prolifique carrière, pour le plus grand bien des simples amateurs d'histoire littéraire ainsi que des spécialistes. Domaine de prédilection de l'un des principaux fondateurs du département d'histoire de l'UQAM, l'objet de ce livre rappellera d'excellents souvenirs aux uns, tout en constituant une bonne initiation pour les autres.

«Au XIX^e siècle, les Québécois chantent et vantent leur terre à défaut d'une industrialisation qui leur échappe. Début XX^e, Nelligan et quelques disciples exotistes contestent provisoirement cet enclos. Mais avec l'avènement de la guerre — "plaie européenne" — rien ne vaut sa Laurentie, sa terre et son chez-soi! Pour le quart de siècle à venir, on s'installe à nou-

veau dans le repli terroiriste, façon bien à nous de nous identifier face à l'impérialisme ambiant» (p. 5).

Un demi-siècle plus tôt, en 1866, l'abbé Casgrain avait proclamé que notre littérature serait *chaste et pure comme le manteau virginal de nos longs hivers...*

«Tous ne se délectant toutefois pas dans le misérabilisme, la décennie de la Crise s'achève dans un chant du cygne prometteur de renouveau. Dans son *Menaud, maître draveur* (1937), l'abbé Félix-Antoine Savard délaisse enfin les rengaines écoulées des silencieuses pipées et combien fraternelles corvées, pour se faire le chantre inégalé de notre dépossession. Et l'année suivante, nous assistons à la fin d'un monde littéraire bien à nous: celui d'une terre éternellement nourricière avec ses *Trente arpents* liquidés (Ringuet), et celui d'une histoire sainte ou d'Épinal, avec nos mesquins *Engagés du Grand Portage* (Léo-Paul Desrosiers)» (p. 116).

Durant ces quelques trois décennies, la première guerre «tue l'exotisme», le terroirisme continue à définir ses principes, l'essai nationaliste se développe, l'américanisation se fait sentir. D'aucuns se complaisent dans le misérabilisme, pendant que l'intelligentsia, elle, regarde la société du haut de sa tour d'ivoire. Chérissant encore le souvenir d'une vieille France, elle veut ignorer ce que la majeure partie de la population voit déjà venir, sans déplaisir, l'industrialisation et l'*american way of life*. À la fin de la période, le choc sera inévitable, et titanesque. Après 1939, le Québec ne sera jamais plus le même.

Les professeurs d'histoire trouveront sans doute dans cet ouvrage de quoi enrichir leurs cours d'histoire du Québec. Le

document est en effet rempli d'informations, d'extraits, d'anecdotes et même d'illustrations d'archives qui peuvent agrémenter et compléter la matière abordée en classe. Une table des matières détaillée ainsi qu'un index onomastique des plus complets facilitent la recherche de longue haleine tout autant que la consultation ponctuelle. Les enseignants apprécieront particulièrement les longues citations, souvent tirées de documents devenus rares. À elles seules, les citations longues et l'iconographie forment environ la moitié de l'imposant ouvrage. La majorité de ces documents sont regroupés par thèmes («Guerre-terre», américanisation, religion, misérabilisme, etc.). En outre, choix éditorial intéressant, qui fait se démarquer ce livre des autres ouvrages généraux d'histoire littéraire: il est souvent question, tout au long du texte, de culture populaire, de textes journalistiques, en un mot de paralittérature. Ce domaine, souvent laissé de côté par les littéraires, avec quelque raison, peut au contraire s'avérer d'une importance cruciale pour les historiens. La double formation de R. Lahaise (doctorat en histoire et en littérature) semble l'avoir sensibilisé à l'intérêt de la «petite» littérature autant qu'à celui de la «grande».

Somme d'une carrière bien remplie — et, apparemment, non encore terminée — *Une histoire du Québec par sa littérature* constitue un apport sérieux à l'étude d'une période charnière de notre littérature. De plus, le style de l'auteur, non dépourvu d'une bonne dose d'humour, et qui va même souvent jusqu'à la causticité, rend l'exercice plus agréable encore.

- FRANÇOIS ROBICHAUD



GIROUX, Sylvain, *Méthodologie des sciences humaines. La recherche en action*, Saint-Laurent, ERPI, 1998, 266 p.

Dès son avant-propos, l'auteur de ce nouveau manuel de méthodologie de la recherche, qui fut enseignant en psychologie au Cégep Montmorency, exprime son souci pédagogique de clarifier, pour les chercheurs novices, la démarche de recherche en sciences humaines.

Cependant, l'ouvrage n'atteint que partiellement cet objectif et, dans les faits, certains des choix effectués par l'auteur, au niveau de la structure de l'ouvrage, de la terminologie utilisée et des coupures opérées dans la matière à transmettre, s'avèrent fort discutables. Élaborons donc sur ces trois aspects, avant d'examiner l'ouvrage au niveau de sa présentation de la «méthode historique».

La structure de l'ouvrage

Au niveau de la structure du manuel, l'auteur commence (comme les autres manuels) par définir ce qu'est la science. Dans le chapitre 2, l'auteur démontre son souci pédagogique en commentant trois articles scientifiques (relevant de chacune des 3 méthodes): heureuse initiative qui permet à l'étudiant de se faire une idée du type de travail qu'on attend de lui et de mieux saisir, d'entrée de jeu, les liens entre les étapes de la démarche scientifique. L'ordre des cha-

pitres du reste du manuel suit tout simplement les étapes de la recherche. Soulignons l'initiative de l'auteur de parsemer son texte de références à des sites internet pertinents.

Cependant, la structure des explications, à l'intérieur des chapitres, et l'articulation de certains chapitres entre eux laissent parfois le lecteur fort perplexe. D'une part, parce que le repérage de l'information est difficile (absence presque totale de sous-titres, disposition en colonnes, couleur utilisée pour surligner les concepts importants peu apparente...). D'autre part, parce que l'auteur opère à maintes reprises des inversions et des incohérences.

Par exemple, dans l'élaboration de la problématique (chapitre 3), les étudiants sont amenés à formuler la question de recherche (dans sa forme définitive) avant d'avoir effectué la recension des écrits. L'auteur fait même procéder (toujours avant la recension des écrits) à l'évaluation de la faisabilité de la question... dont l'un des critères est l'accessibilité et l'abondance des sources documentaires!

Autres inversions: au chapitre 4, il décrit en détails le manuel de codage (où il se réfère à un exemple de questionnaire) alors que les explications sur la production du questionnaire ne viennent qu'au chapitre suivant (on imagine alors un étudiant se demandant comment il doit construire un manuel de codage à partir d'un questionnaire inexistant!). Dans le même chapitre 4, l'auteur précise les modalités du pré-test dont l'outil devra faire l'objet; comme il n'a pas encore parlé de la fabrication des outils, ses propos sur le pré-test risquent fort de sonner creux. Puis, au chapitre 5, avant de montrer à l'étudiant comment faire son questionnaire, l'auteur l'initie aux procédures d'échantillonnage, inversant donc les étapes de la construction de l'outil et de la collecte de données. Et ce ne sont là que quelques exemples...

De telles inversions peuvent se justifier dans le cadre d'un

cours: un professeur, en effet, peut fournir d'avance certaines informations pour mieux faire comprendre la finalité de la démarche aux étudiants, quitte à y revenir en temps et lieu. Cependant, dans un manuel qui doit, par sa nature, proposer une démarche continue, ces inversions sont sources de confusion.

On constate aussi, à divers endroits, un manque de cohérence entre ce qui est annoncé et ce qui est effectivement présenté. Ainsi, aux pages 72-73, l'auteur invite l'étudiant à suivre un parcours de recherche en 42 opérations dont les 4 dernières concernent la présentation publique du rapport; pourtant, nulle part le volume ne s'attarde à la diffusion orale de la recherche. Autre exemple: l'auteur insiste «qu'il est (...) souhaitable d'opérer un certain va-et-vient entre l'analyse qualitative et l'analyse quantitative» (p. 15); plus loin, il renchérit: «en plus d'en faire une analyse qualitative approfondie [de ses données], [le chercheur] a tout intérêt à les soumettre à l'analyse statistique» (p. 211; nous soulignons). Pourtant, l'auteur ne souffle mot sur les méthodes d'analyse qualitative dans son chapitre sur «les Résultats et leur analyse».

La structure de l'ouvrage est donc déficiente et ne contribue pas, contrairement à l'objectif poursuivi, à clarifier la démarche.

La terminologie

On doit, d'entrée de jeu, louer la simplicité et l'accessibilité du langage utilisé ainsi que le style vivant de l'ouvrage.

Cependant, bien que M. Giroux reconnaisse lui-même que le vocabulaire de la recherche en sciences humaines est «un formidable borbier sémantique» (p. 35) (en raison du relatif cloisonnement entre les disciplines), il contribue largement à cette confusion dans une tentative discutable de renouveler le vocabulaire. Ainsi, l'auteur a recours à des expressions peu courantes ou de son propre cru.

De cette façon, l'expression «liens de covariance» ou «de co-

variation», utilisée par la plupart des auteurs, devient chez M. Giroux «relations d'association», perdant ainsi de sa précision. De même, l'auteur annonce préférer «processus» à «démarche» (p. 9), bien que «démarche» se retrouve un peu partout dans l'ouvrage. De façon plus contestable et malgré le fait que tous les auteurs s'entendent pour distinguer «analyse» et «interprétation des résultats», M. Giroux les confond volontairement, expliquant que l'analyse des données récoltées, «c'est leur interprétation, leur signification et leur mise en contexte» (p. 215).

M. Giroux s'aventure même dans l'inédit, proposant l'expression «analyse de traces» pour regrouper ensemble des techniques comme l'analyse de contenu et l'analyse de registres statistiques; le terme inclut aussi (et nous en rediscuterons) la méthode historique.

En soi, il n'est pas mauvais de proposer une nouvelle terminologie qui pourrait transcender les barrières disciplinaires; le problème est de le faire dans un manuel de niveau collégial où l'étudiant, s'il consulte d'autres textes recourant à la terminologie plus usuelle, ne pourra transférer ses acquis et en sortira confus.

La matière du cours

«Par souci de brièveté» (p. 144), «Pour des raisons de concision» (p. 218) ou du fait que certaines techniques «risquent peu d'être utilisées par le chercheur novice» (p. 136): c'est par ces raisons, répétées à maintes reprises, que l'auteur justifie les coupures ou les raccourcis qu'il effectue dans la matière.

De cette façon, par exemple, la démarche en entonnoir est résumée en un paragraphe (p. 88). L'auteur, bien qu'il insiste à répétition sur l'importance d'une réflexion approfondie lors de la rédaction de la problématique, n'en démontre jamais les rouages, se contentant d'inviter les étudiants à «examiner comment d'autres s'y sont pris» (p. 85). L'auteur fait aussi l'économie de certaines procé-

dures d'échantillonnage (p. 135-136), ne passe pas en revue l'ensemble des formes de questions pouvant figurer dans un questionnaire (p. 145-147), ne présente délibérément que l'entrevue semi-structurée (p. 163), etc.

De telles coupures sont normales en classe: chaque professeur sélectionne, dans la masse de la matière à transmettre aux étudiants, les éléments à développer, à n'aborder que rapidement ou à élaguer, selon sa propre vision pédagogique. Ce procédé est cependant peu justifiable dans un manuel: premièrement, parce que les critères sur lesquels reposent ces choix de coupures demeurent évasifs; deuxièmement, parce qu'un manuel devrait couvrir le plus exhaustivement possible l'ensemble de la matière. Aux professeurs, par la suite, de choisir les sections à faire lire à leurs étudiants. Il est donc fort embêtant que M. Giroux prenne lui-même ces décisions, imposant ainsi sa propre démarche et limitant la marge de manœuvre des professeurs.

Qu'en est-il de la «méthode historique»?

Il est clair que, pour l'auteur, la «méthode» historique n'en est pas une; il l'assimile plutôt à «une approche critique que [les historiens] ont mise au point pour interpréter les traces de l'activité humaine» (p. 197). De là, il devient évident, selon M. Giroux, que la méthode historique n'est qu'«une forme particulière de la méthode d'analyse de traces» (p. 33 et 37). D'ailleurs l'auteur préfère parler tout simplement d'«analyse historique» qu'il considère tout au plus comme une technique, au même titre que l'analyse de contenu et l'analyse de registres statistiques. Et même là! Car «analyse historique» ne figure même pas dans le tableau récapitulatif des méthodes et des techniques de recherche (tableau 2.1, p. 35). De même, dans le modèle de fiche de lecture qu'il propose à l'étudiant (p. 86-87), l'auteur demande, à la question 8, selon quelles méthode(s) et tech-

niq(ue)s) les données du document recensé ont été recueillies... et n'insère pas dans son choix de réponse la technique de l'analyse historique.

Soit, la méthode historique n'existe donc pas... ou, à tout le moins, fait vaguement partie de cette méthode qualifiée d'analyse de traces, appellation qui, selon son créateur, «sera pour nous une façon commode d'inclure un grand nombre de démarches de recherche qui ne relèvent ni de l'enquête ni de l'expérimentation» (p. 36). Hors de la méthode d'enquête ou expérimentale, point de salut...

L'auteur défend sa décision, d'une part, par la volonté de «limiter l'inflation des méthodes» (p. 37) et, d'autre part, «par le fait que la méthode historique est fort complexe, à tel point que même les étudiants en histoire à l'université ne l'appliqueront pas avant la maîtrise ou le doctorat» (p. 37, note 24). Raisonnement fallacieux car, s'il fallait suivre l'auteur sur ce terrain, il faudrait éliminer du volume tout ce qui ne pourrait être réalisé par les étudiants avant les cycles supérieurs de l'université. Par exemple: l'observation instrumentale (p. 177-178) ou participante (p. 179), le procédé du double aveugle (p. 194), les plans factoriels (p. 185-188) et même la procédure d'échantillonnage probabiliste (p. 135)... Ce qui reviendrait, convenons-en, à écrémer la matière jusqu'à la rendre insignifiante. C'est d'ailleurs exactement ce qui se produit avec la méthode historique.

Ainsi, la critique externe et interne des sources est résumée rapidement, en en définissant les objectifs généraux mais jamais les modalités d'application (p. 207). En outre, le chapitre de l'auteur sur l'analyse des résultats (chapitre 10) ne souffle pas un mot sur le traitement des données recueillies par la méthode d'analyse de traces (et donc, notamment, par «l'analyse historique»).

Le problème ici est donc que l'auteur s'en tient principalement (de par sa formation de psy-

chologue?) à la méthode expérimentale et à la méthode d'enquête. Il est d'ailleurs facile de remarquer que la majorité des exemples évoqués par l'auteur pour illustrer son propos tout au long du manuel relèvent de l'une ou l'autre de ces méthodes. À quand donc un manuel de méthodologie destiné aux étudiants du cours d'IPMSH rédigé par une équipe d'auteurs provenant d'un plus large éventail de disciplines, ce qui permettrait de redonner sa juste place à chacune des méthodes devant être couvertes par le programme?

- **Chantal Paquette**
Collège André-Laurendeau

**David Lowenthal,
*Possessed by the Past:
The Heritage Crusade
and the Spoils of History,*
New York, The Free
Press, 1996, 338 pages.**

Le livre de David Lowenthal, *Possessed by the past*, est une contribution majeure à notre compréhension du passé. En fait, comme Lowenthal le démontre si bien, notre attitude envers le passé est formée par deux forces contradictoires au sein de notre société actuelle: le patrimoine et l'histoire. Les deux groupes d'individus impliqués, dans la fabrication du patrimoine et dans la fabrication de l'histoire, ont deux approches radicalement différentes face à un passé supposément commun. Lowenthal commence son livre en décrivant jusqu'à quel point la recherche du patrimoine est devenue une croisade vraiment mondiale depuis quelques années. Utilisant une érudition inouïe, il fait le tour du monde en quelques pages pour parler de tous et de chacun. Toutes les régions de l'Europe, des Amériques, de l'Afrique, de l'Asie et de l'Australasie sont explorées pour trouver des exemples qui soutiennent son observation: toutes les sociétés humaines sont actuellement en train de chercher

fébrilement leurs propres racines. Le patrimoine est donc devenu une entreprise colossale, impliquant des groupes aussi divers que la corporation Disney, les chefs d'État de la Côte-D'Ivoire et les militants serbes de la Bosnie. Lowenthal ne laisse aucun groupe humain de côté dans sa recherche d'exemples toujours parfaitement pertinents; il n'y a pas d'eurocentrisme ici. Les exemples québécois y figurent aussi, même une dizaine de fois.

Lowenthal commence donc en soulignant l'importance immense de notre recherche commune pour un passé différent, ce qui est le but même de la recherche du patrimoine: prouver que notre groupe est très distinct de tous les autres groupes humains. Ensuite, Lowenthal passe en revue toutes les dénonciations de cette entreprise patrimoniale qui ont été publiées par les historiens professionnels depuis quelques années. Il est parfaitement d'accord avec la plupart de ces dénonciations; dans son esprit, il n'y a aucun doute que tous les fabricants du patrimoine, de Slobodan Milosevic à Steven Spielberg, ont délibérément falsifié le passé pour satisfaire un but actuel. De plus, il n'exclut aucun groupe de cette observation, critiquant aussi bien le sionisme que le maoïsme, l'exclusivisme amérindien autant que l'exclusivisme basque. Selon lui, toutefois, ceci est normal: le but du patrimoine n'est pas d'interpréter le passé de façon scientifique mais d'utiliser le passé pour renforcer nos appartenances particulières.

Lowenthal enchaîne sur les objectifs des historiens professionnels en insistant sur l'effort, dans leurs reconstructions du passé, pour éviter l'ensemble des écueils idéologiques possibles. Tout en sachant que c'est impossible de parvenir à une histoire parfaitement scientifique, la plupart des historiens tentent quand même de livrer la marchandise de la façon la plus honnête possible. Lowenthal fournit encore toute une série d'exemples pour démon-

trer jusqu'à quel point les interprétations des historiens diffèrent si fondamentalement des fabricants du patrimoine. Il ajoute par la suite quelques centaines d'autres exemples qui montrent comment le patrimoine falsifie à souhait le passé et il décrit abondamment non seulement les motivations racistes, nationalistes et impérialistes qui poussent certaines personnes à effectuer cette tâche, mais aussi les motivations anti-racistes, anti-nationalistes et anti-impérialistes qui poussent d'autres personnes à faire la même chose pour des raisons apparemment contradictoires.

Son livre se termine par un plaidoyer favorisant une coopération possible entre le patrimoine et l'histoire, en soulignant que chacun apporte sa contribution à la société et qu'on devrait apprendre, de ces deux adversaires à la fois. Une chose est certaine: quiconque lit ce livre va beaucoup apprendre, non seulement de l'histoire et du patrimoine, mais aussi des subtilités nombreuses de la langue anglaise.

J'ajouterais, toutefois, que son argumentation principale ne m'a pas convaincu. Je reste persuadé que des millions d'individus ne sont pas aussi capables que Lowenthal de distinguer entre l'histoire et le patrimoine.

Donnons ici quelques exemples de contradictions radicales entre les deux versions du passé. Le patrimoine chrétien décrit Jésus comme étant un gentil prophète de la secte des Esséniens prêchant l'amour et la paix universelles, tandis que l'histoire parle davantage du Jésus historique comme étant un ascète de la secte des Zélotes, prêchant la guerre et la haine envers les non-initiés. Un deuxième exemple serait le contraste entre le Mohammed du patrimoine musulman (un homme juste et modéré, entièrement dévoué à la spiritualité) et le Mohammed des historiens (un militariste et un esclavagiste qui a apparemment dicté les fameux versets sataniques après tout). Dans chaque cas, comment

rêconcilier les deux versions du passé?

Il est facile de trouver des dizaines d'autres exemples. Il y a bien sûr le contraste entre le patrimoine communiste, qu'on appelle maintenant la langue de bois, et la réalité du système communiste telle que présentée dans *Le livre noir*¹. Toutefois, le même contraste existe aussi entre le patrimoine libéral, axé sur la démocratie et le libre-échange, et le libéralisme de l'histoire, largement responsable, entre autres, des famines irlandaises et indiennes, du capitalisme sauvage et des guerres coloniales si meurtrières. Toutes les religions, toutes les idéologies, tous les patrimoines de l'humanité, c'est toujours le même constat.

C'est encore le même contraste qu'on a découvert récemment au Québec entre le P.-H. Desrosiers que le président de Rona-Dépôt veut nous faire gôber et le P.-H. Desrosiers que le biographe a trouvé dans les archives. Dans cette période de néolibéralisme, dans laquelle le passé ne sert à rien d'autre que de faire consommer davantage de marchandises diverses, tout aussi infectes les unes que les autres, notre obligation est de résister de toutes nos forces à la réduction du passé à la publicité, version libérale de la propagande fasciste et communiste.

Nous ne pouvons pas accepter ces deux passés comme étant également valables. La version historique est celle que nous devons promouvoir. Pour nous, enseignants de l'histoire, le patrimoine ne devrait être qu'un autre objet actuel de l'analyse historique, à traiter avec les mêmes outils scientifiques, aussi imparfaits soient-ils, qu'on utilise pour traiter les discours des prophètes, des politiciens et des marchands du passé.

-Kevin Henley,
cégep de Maisonneuve.

¹ Stéphane Coutais et al., *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, LaFont, 1997, 844p.



Yves Frenette, *Brève histoire des Canadiens français*, Montréal, Borel, 1998, 216 pages.

Yves Frenette connaît bien la francophonie nord-américaine. Spécialiste de l'histoire des Franco-Américains, il s'intéresse à l'étude de certaines communautés francophones locales, au Québec comme ailleurs. Récemment, il participait à la réalisation d'un ouvrage consacré à la francophonie ontarienne. Cette fois-ci, ce professeur d'histoire de l'Université York de Toronto nous livre une étude tout aussi intéressante qu'originale. En fait, depuis Mason Wade et Lionel Groulx, très peu d'historiens ont cherché à faire du Canada français un objet de synthèse historique. Or, Frenette tient à rappeler que le Canada français constitue un peuple «qui n'existe plus» et que, par conséquent, «cette histoire du Canada français devrait débuter vers 1840 et se terminer vers 1960». Soucieux d'offrir une perspective historique juste et globale, Frenette croit qu'il est essentiel de faire remonter son étude aux premiers temps de la colonisation afin de mieux comprendre les processus de mutations identitaires des Canadiens français à travers le temps.

Comme le démontre Frenette, les Canadiens qui décident de rester au pays après la Conquête perçoivent mal les change-

ments qui surviennent. S'il est vrai que la bourgeoisie française est préoccupée par les bouleversements administratifs et politiques qui ont cours dans la «Province de Québec», la plupart des habitants se soucient quant à eux de leur survie et de leur bien-être. En dépit d'une restructuration majeure, les élites britanniques constatent que l'assimilation des Canadiens, du moins à court terme, s'avère impensable. Un changement de cap s'opère donc. Craints et honnis des marchands britanniques, les gouverneurs James Murray et Guy Carleton ouvrent la voie à une série de discussions qui mènent à la signature de l'Acte de Québec de 1774.

Pendant ce temps, les changements politiques qui s'opèrent au pays transforment le visage du Canada. Divisé en deux provinces par le parlement britannique, le Canada est le théâtre d'affrontements politiques exacerbés par des relations ethno-culturels de plus en plus difficiles qui mèneront, on le sait, aux soulèvements patriotes de 1837-1838. Ces affrontements sanglants marquent la fin d'une époque de même qu'un tournant majeur dans l'histoire du Canada français.

Les «Canadiens-français»

C'est à partir de cette époque que se répand le vocable «Canadiens français», apparu un peu plus tôt au cours du XIXe siècle. À partir de cette période et jusqu'à l'aube du premier conflit mondial, l'Amérique vit une profonde mutation. Dans cette tourmente, le Canada français entre dans ce qu'il convient d'appeler «l'âge d'or» de son histoire. Le fait marquant de cette période est sans nul doute la diaspora canadienne-française. Le récit de Frenette à cet effet est particulièrement intéressant. Bien que l'émigration soit une constante dans l'histoire nationale, le lecteur sera surpris d'apprendre que des États tels que l'Oregon, l'Illinois, le Kansas, l'Idaho et le Michigan ont déjà compté des communautés canadiennes-françaises d'importance. Si l'at-

trait des Canadiens français pour l'ouest et les Prairies n'est pas négligeable, c'est surtout l'exode de ces derniers vers les États de la Nouvelle-Angleterre qui retient l'attention de l'auteur. En fait, doit-on se surprendre de ce dernier élément si l'on considère qu'en moins d'un siècle (1840-1930), près d'un million de Canadiens français sont allés s'établir au sud de la frontière?

S'il traite de l'aventure des Canadiens français sur le sol nord-américain, Frenette consacre néanmoins une grande partie de son travail à l'analyse des profonds bouleversements qui secouent le Canada. Depuis l'Acte d'Union jusqu'à l'entrée du Canada en guerre en passant par la Confédération, l'auteur ne se contente pas de relater les faits mais il démontre la véritable signification de ces transformations et leur incidence tant au plan social qu'économique et politique. De la même façon, Frenette replace les principales batailles de l'époque dans leur contexte (soulèvement métis, luttes pour les écoles française dans l'ouest) afin de démontrer l'importance de ces questions centrales dans l'histoire du Canada français.

La fin de la Première Guerre mondiale constitue une rupture dans l'histoire du Canada français. Confrontées à une majorité anglo-saxonne de plus en plus dominante, les communautés francophones hors-Québec, comme elles seront désignées bientôt, subissent les affres de l'assimilation. De plus, soutient Frenette, un fossé semble alors se creuser entre l'intelligentsia francophone du Québec et celle de la diaspora. De plus en plus préoccupée par les questions «nationales», l'élite intellectuelle québécoise abandonne graduellement l'idée de la survivance française en Amérique au moment où les communautés dispersées se replient de plus en plus sur elles-mêmes. Pourvues d'un réseau institutionnel qui leur permet, durant un certain temps, de survivre et parfois même de prospérer, ces

communautés voient leur caractère français miné par l'industrialisation et l'acculturation rapide qui sévissent. Partout, le recul des Canadiens français semble inéluctable. Alors que les Canadiens français du Québec deviennent, à partir de 1960, des Québécois, leurs descendants s'assimilent de plus en plus à l'écrasante majorité anglo-saxonne. C'est la fin d'une époque, celle de la grande épopée du Canada français.

Bien qu'il cible certains événements précis (on pense entre autres à la rupture survenue entre les élites québécoises et canadiennes au cours des États généraux du Canada français tenu en 1967 de même qu'à la montée du nationalisme québécois), Frenette croit que l'affaiblissement identitaire du Canada français est attribuable à une conjoncture

d'événements qui ont contribué, de près ou de loin, à façonner son destin. Conscient que «l'âge d'or du Canada français est révolu, l'auteur de cette *Brève histoire du Canada français* entrevoit néanmoins l'avenir avec un certain optimisme. Pour lui, le défi des minorités réside dans l'acceptation de la différence et la découverte d'un terrain d'entente fondé sur une politique d'immigration efficace et l'avènement d'un nouveau métissage.

Cet ouvrage de synthèse aura sans doute l'heur de plaire à plusieurs. La lecture de cette *Brève histoire des Canadiens français* est par ailleurs facilitée par les nombreux exemples qu'apportent Frenette afin d'appuyer son argumentation. Reposant sur une bibliographie relativement complète et variée, ce livre renoue

avec la tradition des historiens nationaux. Pour l'auteur, il ne fait aucun doute qu'il y a un «grand intérêt à présenter une histoire des Canadiens français qui englobe les acquis

historiographiques des dernières décennies».

- Sylvain Guindon
M. A. histoire, Université de Montréal

**Ne ratez pas le congrès
de l'APHCQ
au cégep de Sainte-Foy,
à Québec,
les 9 et 10 juin 1999.
Sous le thème
*L'histoire a-t-elle un avenir?***



**HISTOIRE
DES
ÉTATS-UNIS**

Béatrice Craig

Diversité, esprit missionnaire et antiélitisme.

La société américaine est une société très originale. Même la société canadienne, qui pourtant partage un continent et un héritage britannique avec elle, ne lui ressemble que superficiellement. Dans une large mesure, le passé explique le présent. Quels sont donc les traits qui semblent les plus propres à caractériser la société américaine passée et présente? On a retenu les trois points suivants: diversité, esprit missionnaire et antiélitisme.

MANUEL (592 pages)

LIDEC

4350, avenue
de l'Hôtel-de-Ville
MONTREAL (Québec)
H2W 2H5
Téléphone: (514) 843-8991
Télécopieur: (514) 843-5252
Adresse Internet:
<http://www.lidec.qc.ca>
Courriel électronique:
lidec@lidec.qc.ca



À l'agenda

51^e Congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française

Sous le thème *Médecine, santé et sociétés*, le prochain congrès de l'IHAF aura lieu à l'hôtel des Gouverneurs (Radisson) de Québec, les 15, 16 et 17 octobre prochain. Des ateliers sur la santé, les médecins, les perspectives historiographiques, l'action catholique, la santé mentale, les maladies dégénératives, les représentations de la maladie, les discours autour de l'alcool et du tabac, les sites archéologiques, la science, les sources, les femmes soignantes, la santé et la sécurité au travail, les élites médicales et intellectuelles, les épidémies du XIX^e siècle, la déviance, la différenciation familiale et sociale, l'opposition entre médecine savante et médecine populaire et le corps éprouvé (rites, interdictions, transgressions) permettront d'approfondir le thème du congrès et de présenter les plus récents résultats de recherche.

Toutefois, il importe de signaler les événements suivants: un atelier portera sur l'histoire commanditée, un autre sur les rapports entre politique et société au XIX^e siècle, et trois ateliers historiographiques promettent des débats intéressants, l'un sur les courants historiographiques de 1947 à nos jours (avec Pierre Gregory et Bruno Deshaies), l'autre sur l'ouvrage de Ronald Rudin et la polémique sur les historiens «révisionnistes» (avec Ronald Rudin, René Durocher et Jean-Paul Bernard), un troisième, enfin, autour des perspectives nouvelles pour la science historique québécoise (avec Gérard Bouchard, Yves Gingras, Joanne Burgess et Brian Young). Un brunch-midi aura lieu le vendredi et il permettra des échanges autour des perspectives d'avenir de l'Institut.

Tous les professeurs du collégial sont invités!
Pour informations, (514) 278-2232.

5^e Conférence d'histoire militaire Québec-Canada

La Première Guerre mondiale et son impact sur les sociétés québécoise, canadienne et nord-atlantique, tel est le thème de cette conférence qui se tiendra les 5 et 6 novembre 1999 à la salle Currie du Collège militaire royal du Canada à Kingston. Cette conférence est organisée conjointement par le département d'histoire du Collège militaire royal, la Direction Histoire et Patrimoine de la Défense nationale, le Centre d'études de la Défense (France) et l'Association québécoise d'histoire politique.

Pour s'inscrire ou demander des renseignements, communiquer avec Roch Legault ou Jean Lamarre, Département d'histoire, Collège militaire royal du Canada, C.P. 17000, succ. Forces, Kingston, Ont., K7K 7B4

Tél.: (613) 541-6000, poste 6085 ou 6511.

Forum national du Conseil québécois du Patrimoine vivant

Sous le thème *Forger l'Avenir du patrimoine vivant*, ce 6^e rassemblement annuel aura lieu au Musée des arts et traditions populaires du Québec de Trois-Rivières, les 16, 17 et 18 octobre 1998.

Pour s'inscrire ou demander des renseignements:
Tél.: (418) 522-5892
Télé.: (418) 647-4439
Courriel: cqpv@videotron.ca

Rappelons que le Conseil publie un bulletin trimestriel, *Paroles, gestes et mémoires* et un échéancier des événements en patrimoine vivant.

Assemblée générale de la Société des études médiévales du Québec

Le 21 octobre 1998, à 15:00, à l'UQAM (pavillon Hubert-Aquin, local A-6290). L'assemblée traitera du rapport des activités passées de la SEMQ et des échanges avec la Société canadienne des médiévistes, notamment. L'assemblée sera suivie d'un séminaire animé par Nicole Pons (CNRS) sur la propagande politique en France pendant la guerre de Cent ans. Pour informations: Michel Hébert, (514) 987-3000, poste 8417. Téléc.: (514) 987-7813. Courriel: hebert.michel@uqam.ca

Initiation à l'histoire postale

Le Service des activités culturelles du Service aux étudiants de l'Université de Montréal propose, cette année un nouveau cours intitulé «Initiation à l'histoire postale». Ces cours s'adressent aux étudiants et employés de l'Université de Montréal ainsi qu'au grand public. Pour répondre à la demande populaire, le cours est offert durant le week-end et en une seule journée.

Le cours d'initiation à l'histoire postale, quant à lui, se veut une introduction à une spécialisation en philatélie. Par une définition et un survol des différentes facettes et des ressources disponibles à cette spécialité, on démontre qu'elle fait partie intégrante de l'histoire. L'histoire postale est un complément éventuel à une recherche historique, ethnologique, politique ou même anthropologique.

Le stage d'histoire postale est offert le dimanche 18 octobre ainsi que le 7 février, de 13h à 17h. Les coûts sont de 15\$ pour les étudiants de l'UdeM et de 25\$ pour le grand public. Aucun matériel n'est requis. Les cours sont donnés par Normand Caron, actuel président de l'Union philatélique de Montréal, membre fondateur de l'Académie québécoise d'études philatéliques et membre de la Société d'histoire postale du Québec. Information générale et inscription: Service des activités culturelles,

Pavillon J.A.-DeSève, 2332, boulevard Édouard-Montpetit, 2^e étage, (secrétariat: bureau C-2524), Montréal; téléphone: (514) 343-6524.

Des nouvelles de partout DES NOUVELLES DE L'INSTITUT D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE

Suite de la page 3

Casgrain, de Louis Riel ou de Jos. Montferrand et sans obtenir leur accord.»

L'Institut conclut:
«Ce droit judiciaire de regard, de rectification, de correction et de suppression infléchit singulièrement la capacité de l'historien à poser un regard critique sur la société et sur ses acteurs et met en cause la fonction critique essentielle de l'histoire. Comment, en effet, dans un tel univers aseptisé par l'absolu du droit individuel, l'histoire pourra-t-elle être autre chose que complaisante ou muette? La liberté d'expression est manifestement en jeu.»

(Toutes les citations proviennent du *Bulletin de l'Institut d'histoire de l'Amérique française*, no 33, printemps 1998)

En dernière heure, nous apprenons que le gouvernement du Québec a tenu compte des propos tenus notamment par la présidente de l'IHAF, Joanne Burgess, lors des audiences de la commission parlementaire sur le sujet et effectuera les modifications pertinentes au code civil. Il faudra toutefois demeurer vigilant face à ce dossier crucial pour l'avenir de la profession historique au Québec et au Canada.

- Bernard Dionne
Membre du C.A. de l'IHAF

«Visages industriels Charleroi, hier et aujourd'hui»



De magnifiques photographies de Clemens Schülgen sur le patrimoine industriel et résidentiel de cette ville de Belgique, ancien centre de production de la houille et berceau de la Révolution industrielle sur le continent européen.

**Du 1^{er} octobre
au 10 janvier**

«Travailleurs et immigrants»

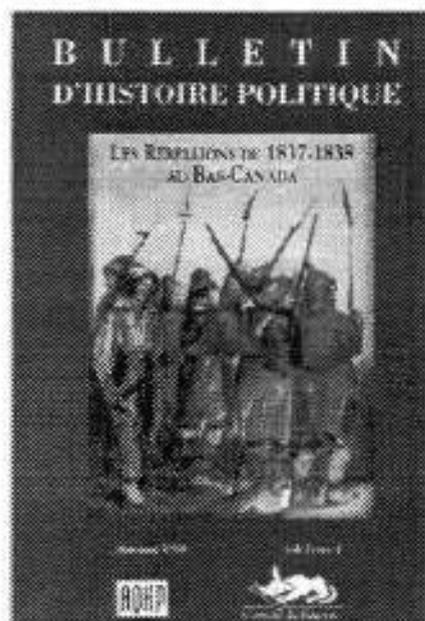
Une exposition sur la présence et l'expérience des communautés culturelles dans un quartier ouvrier

**Du 26 mars
1998
à juin 1999**



À l'Écomusée du fier monde
2050, rue Amherst, Montréal
(514) 528-8444

Abonnez-vous au *Bulletin d'histoire politique*



Le premier numéro du volume 7 contient un dossier sur les Rébellions de 1837-1838 présenté par Jean-Paul Bernard, avec des contributions de Denyse Beaugrand-Champagne, Jean-Marie Fecteau, Allan Greer, Yvan Lamonde et Gilles Laporte, de même qu'un débat sur les thèses de Ronald Rudin, avec des textes de Pierre Trépanier, Bruno Deshaies, Éric Bédard, Serge Gagnon, Jacques Beauchemin et Gilles Bourque.

Les chroniques d'histoire politique en Europe (Bernard Dionne) et d'histoire militaire (Yves Tremblay), les recensions et les opinions complètent ce numéro.

On peut s'abonner en faisant parvenir ses coordonnées et un chèque de 40\$ à l'adresse suivante.

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE D'HISTOIRE POLITIQUE
a/s Pierre Drouilly
Département de sociologie, UQAM
C.P. 8888, succ. Centre-Ville
Montréal, Qc
H3C 3P8



VOTRE PARTENAIRE EN ÉDUCATION

L'Histoire, on en parle...

L'Histoire, on l'écrit...

**Chenelière/McGraw-Hill
la publie**

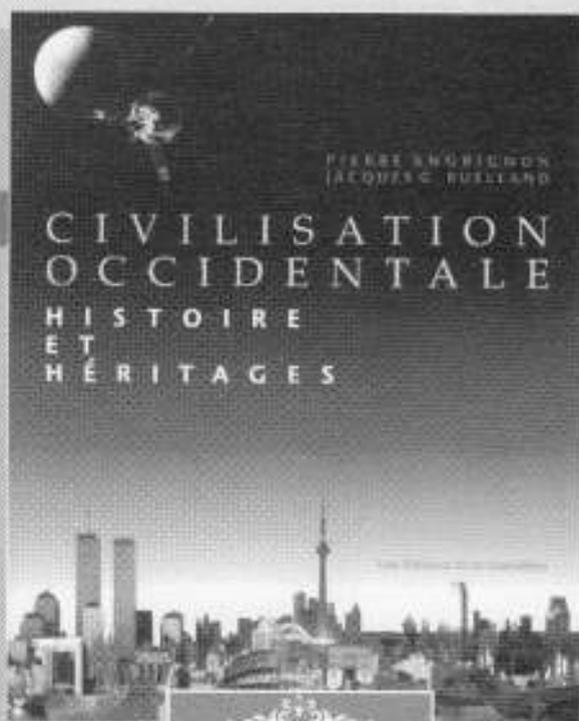
Nos félicitations à Marc Simard

Prix de la Ministre 1998

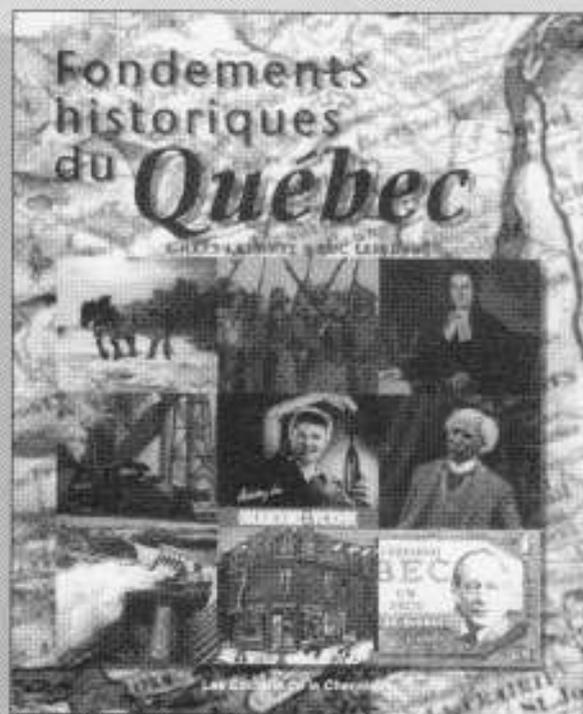


Marc Simard
avec la
collaboration de
Alain Roy et Simon Roy

Chenelière McGraw-Hill



Prix du Ministre 1995
Mention et Prix spécial
de français



Chenelière McGraw-Hill

7001, boul. Saint-Laurent, Montréal (Québec) Canada H2S 3E3
Téléphone: (514) 273-1066 Service à la clientèle: (514) 273-8055
Télécopieur: (514) 276-0324 ou sans frais 1 800 814-0324
chenie@dlcmcgrawhill.ca

GROUPE
INVESTORS présente

TRÉSORS

des steppes d'Ukraine

Faites partie de nos TRÉSORS !

Le Musée a besoin de votre aide pour présenter des expositions de prestige international comme TRÉSORS des steppes.

Appuyez nos efforts en renouvelant votre adhésion aux Amis de Pointe-à-Callière, en offrant à un(e) ami(e) de s'inscrire, en faisant un don à la Fondation.

Promotion spéciale

Pour célébrer l'arrivée de TRÉSORS des steppes d'Ukraine en nos lieux...

aux anciens Amis

Tarif réduit de 20 % sur les renouvellements d'un an ou deux

aux nouveaux Amis

Réduction de 5 \$ sur la première adhésion d'un an ou deux

à tous les Amis, nouveaux et anciens

Rabais de 20 % sur la publication de l'exposition en vente à la boutique du Musée

Une première mondiale!
Des objets magnifiques qui
évoquent l'épopée des cavaliers
nomades, il y a des millénaires.



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage

La Presse

The Gazette

Groupe
Investors



Musée d'archéologie
et d'histoire de Montréal

350, place Royale
Angle de la commune
Vieux-Montréal
Renseignements
Les Amis : (514) 872-4643

POINTE-À-CALLIÈRE

Le Musée est subventionné par la Ville de Montréal.

Cotisation	1 an	2 ans
Catégories (cochez s.v.p.) (cochez les taxes)		
<input type="checkbox"/> Individuel	40 \$	70 \$
<input type="checkbox"/> Étudiant(e)* aine(e)**	25 \$	40 \$
<input type="checkbox"/> Non-résident (domicilié à 100 km ou plus)	25 \$	40 \$
<input type="checkbox"/> Famille***	65 \$	120 \$
<input type="checkbox"/> Entreprise	250 \$	500 \$

* à plein temps, âgé de 18 à 25 ans, sans permis. ** 65 ans et plus.
*** Nombre de membres de 30 ans et plus sans limitation.

Nom _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____

Téléphone _____

Membre famille (vivant avec le même toit) : _____
